

# SOMMAIRE

<b>CALENDRIER DU CJC</b>	<b>2</b>
<b>I. CJC EN MOUVEMENT</b>	<b>3</b>
Assemblée du CJC	3
Calendrier des AG du CJC	4
Agenda de la Cellule politique	4
Formations Laby 2011-2012 : à vos agendas !	5
L'Eglise et nous ? Nous et l'Eglise ?... ou faire l'Eglise ?	6
Université d'été du SeGEC	8
Revue de presse	9
<b>II. PLAN TRIENNAL 2010-2012</b>	<b>10</b>
Le plan triennal du CJC	10
Opérationnalisation du plan triennal	11
Revue de presse	13
<b>III. POLITIQUE DE JEUNESSE ET DE VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>16</b>
Commission Consultative des Organisations de Jeunesse- CCOJ	16
CJCF : élections pour le nouveau mandat	18
CA de la Plate-forme francophone pour le volontariat	19
<i>GT de la Plate-forme francophone pour le volontariat</i>	19
L'ICC devient Résonance asbl	20
Revue de presse	21
<b>IV. DU COTE DES ORGANISATIONS</b>	<b>32</b>
Appel aux OJ !	32
Projet « Espace non sécurisé »	33
BE Larp : Avatar 2011	33
Les 25 ans de Gratte	33
Cellule de crise GCB	34
Flashday GCB le 15 octobre	35
Le Patro partout !	35
Un nouveau président au Patro	36
JOC Namur : « Los Plantos Playa »	36
Revue de presse	37
<b>V. EPINGLES POUR VOUS</b>	<b>39</b>
La revue de presse est constituée d'une sélection d'articles autour de thématiques qui concernent directement ou indirectement le secteur des organisations de jeunesse : l'enfance, les jeunes, la vie associative, l'enseignement, l'aide à la jeunesse, l'emploi des jeunes et dans le secteur non marchand, l'Eglise en société...	
Revue de presse	40



Par ailleurs, pour beaucoup d'entre nous, c'est la période de nos congés annuels. La première Assemblée générale du CJ réunira ses membres le jeudi 13 octobre au Gîte-Auberge de jeunesse Jacques Brel. Pour le compte-rendu de cette rencontre, rendez-vous dans le prochain Correspondance.

M.P.

## CALENDRIER DES AG DU CJC 2011- 2012

Cinq Assemblées générales sont programmées au cours de l'année socioculturelle 2011-2012.

En voici les dates :

**Le jeudi 13 octobre 2011**, salle « plat Pays », gîte auberge de jeunesse Jacques Brel.

**Le mardi 6 décembre 2011**, idem.

**Le mardi 14 février 2012**, salle « Delvaux », gîte auberge de jeunesse Jacques Brel

**Le mercredi 18 avril 2012**, idem.

**Le vendredi 1er juin 2012**, idem.

## AGENDA DE LA CELLULE POLITIQUE

Elle réunit les mandataires du CJC et des OJ membres du CJC dans les différentes instances du secteur jeunesse. Ses réunions permettent, grâce à l'échange d'informations et de réflexions, de construire une position commune en CJC. Les prochaines réunions auront lieu les **vendredis 16 septembre et 9 décembre 2011, et les vendredis 16 mars et 8 juin 2012.**

## FORMATIONS LABY 2011-2012 : À VOS AGENDAS !

Voici le programme pour l'année socioculturelle 2011-2012 :

### 25 ET 28 OCTOBRE 2011 : LABY MÉDIAS

Connaître les principes de base de la communication médiatique, comprendre le fonctionnement des médias pour s'y ajuster, l'occasion d'échanger entre OJ, de réfléchir et de mettre en œuvre une communication externe réussie avec les médias.

**Public cible :** responsables et acteurs de la communication dans les OJ. Elle intéressera aussi ceux qui ont un rôle politique de porte-parole de leur OJ à un moment ou à un autre.

### 17-18 NOV. 2011 : LABY 1 : DÉCOUVRIR SON ENVIRONNEMENT

Comprendre les liens et les enjeux qui traversent les OJ. et leurs partenaires. CJCF, CCOJ, FESJ, BIJ, CJC, CESSOC, CCMCJ... Plus aucun terme ou abréviation ne sera un mystère pour vous après la formation !

**Public cible :** tout (nouveau) permanent ou cadre des OJ.

### 1ER-2 DÉCEMBRE 2011 : LABY EMPLOI

Comprendre le fonctionnement des différents systèmes de subvention de l'emploi : décret OJ, décret Emploi, décret APE, Maribel, ACS, détachement pédagogique... ainsi que les différentes obligations inhérentes à ces dispositifs et à leur articulation.

**Public cible :** permanents, cadres, membres des instances qui exercent des responsabilités en lien avec l'emploi dans leur OJ.

### 12-13 JANVIER 2012 : LABY 3 : ÊTRE ACTEUR GESTIONNAIRE

Donner un regard politique sur les contraintes administratives et gestionnaires, à travers le développement des capacités d'analyse des contraintes technocratiques. Permettre que les liens entre les missions de représentation et les missions de gestion s'articulent dans une approche qui les renforce mutuellement.

**Public cible :** permanents, cadres, membres des instances qui ont une responsabilité dans la gestion de leur OJ.

### 9-10 FÉVRIER 2012 : LABY 2 : ÊTRE ACTEUR POLITIQUE

Mettre en place des stratégies de communication, de négociation, de compréhension des enjeux. Comprendre le rôle que l'on joue en tant que mandataire auprès de telle ou telle instance.

**Public cible :** permanents et cadres des OJ. qui ont un mandat dans une structure extérieure à leur OJ. et qui ont suivi la formation Laby1.

*Le cycle de formation « Labyrinthe des institutions » est co-organisé par Résonance asbl et le CJC pour les cadres (bénévoles ou permanents) des OJ. membres du CJC. Les modules sont dissociables ; participer à un module ne t'oblige pas à suivre les autres.*

Infos pratiques :

**Comment s'inscrire ?**

Envoyez un mail à [cjc@cjc.be](mailto:cjc@cjc.be) ou contactez-nous par téléphone au 02/230 32 83. Les renseignements à communiquer lors de l'inscription sont : numéro du module de formation, nom, prénom, adresse, numéro de téléphone professionnel, gsm, adresse mail, O.J. et fonction.

**Combien ça coûte ?**

La participation à un module de formation s'élève à 40 euros. Les frais de participation seront facturés à votre Organisation de Jeunesse après le module de formation.

**Lieu des formations :**

Maison du Travail 17 place de l'Illon  
5000 Namur

Cet été un article paru dans *La Libre Belgique* du 5 août a attiré notre attention.

Nous nous sommes posé la question : « Pourquoi - à l'ère de la mondialisation où certaines frontières s'effacent et où la rencontre des cultures nous invite à enlever nos œillères - l'Eglise catholique, en tant qu'institution, semble figée et étanche aux préoccupations de sa base ? »

Nous avons soumis l'article en question et une réaction, sous forme de lettre de lecteur, à François Philips, notre conseiller théologique. Il nous a fait part de quelques réflexions que nous reproduisons ci-dessous.

Vous pouvez lire l'article du 5 août et la réaction du lecteur, publiée le 12 août, dans la revue de presse de cette rubrique.

●●● 22-23 MARS 2012 : LABY COMU

Répondre aux enjeux quotidiens des communicateurs des OJ, sur des enjeux de communication extérieure et intérieure, des médias spécifiques et la gestion des enjeux liés au secteur jeunesse.

**Public cible :** responsables acteurs de la communication dans les OJ. Elle intéressera aussi ceux qui ont un rôle politique de porte-parole de leur OJ à un moment ou à un autre.

●●● **L'ÉGLISE ET NOUS ?  
NOUS ET L'ÉGLISE ? ...  
OU FAIRE ÉGLISE ?**

Quand nous parlons de *l'Eglise*, ce qui nous vient immédiatement à l'esprit, c'est l'institution avec ses responsables. Et nous face à eux, en phase ou plus souvent en désaccord. J'aimerais proposer une autre approche.

Je préfère dire : « **L'Eglise, c'est nous !** ». C'est d'abord, en effet, l'assemblée (traduction du mot *Eglise*) des croyants au Christ de l'Évangile, que le Concile Vatican II appelle *Le Peuple de Dieu*. Il y a alors, **au service** de l'unité toujours à construire entre les communautés chrétiennes et les différentes tendances, des évêques et un pape qui portent le titre de « *serviteurs du Christ* » et de son peuple.

Il s'agit donc d'abord de **faire Eglise** là où nous sommes. C'est-à-dire de contribuer à former une communauté vivante, où l'on se connaît entre personnes et où l'on se reconnaît chacun(e) comme *pièce vivante* de l'ensemble, avec ses talents propres. Une communauté qui s'engage pour **plus de justice sociale**, pour que l'être humain soit davantage reconnu dans sa dignité et sa liberté, et soit ainsi davantage *à l'image de Dieu*. Qui s'inspire de la vie et des paroles de Jésus de Nazareth pour rendre ce monde plus humain, où l'amour -au sens fort, tel que Jésus l'a vécu jusqu'au bout et qui **implique** la justice-, soit la ligne de conduite et la source d'espérance. Une Communauté que les Chrétiens forment aussi pour prier, célébrer et louer le Seigneur, source de leur engagement

Car la référence première de tout *Chrétien* ou *disciple du Christ* est **d'abord le Christ lui-même**, tel qu'il le découvre dans **l'Évangile** et dans sa vie, avec la Bible, reconnue comme Parole de Dieu pouvant **inspirer** notre vie personnelle et collective. C'est

autre chose que le Vatican, qui ne doit pas *faire la pluie et le beau temps* dans notre combat quotidien! L'Eglise lit la Parole de Dieu dans la Tradition. Non pas les petites traditions, mais **la Tradition** avec un grand **T** : Dieu se révèle aussi dans la manière **concrète** dont les différentes communautés chrétiennes ont vécu l'Évangile depuis les premiers siècles, en s'insérant -tout **en la contestant**-, dans la culture de chaque époque et de chaque civilisation. Ainsi, il est clair que le langage de l'Eglise actuelle doit être adapté à notre culture !

L'histoire de l'Eglise montre que celle-ci a **toujours été en évolution**. On n'a jamais *toujours fait comme cela*, que ce soit en liturgie ou ailleurs. La fameuse Messe de Saint Pie V, que certains veulent figer, était une *réforme* liturgique ! St Augustin a été élu évêque au 4<sup>e</sup> siècle par acclamation du peuple et non par décret de Rome... Les Chrétiens des diocèses devraient donc avoir leur mot à dire dans les nominations et sur le profil du prochain pape. St Henri, empereur du St Empire germanique au 11<sup>e</sup> siècle, en visite à Rome s'étonne de ce que le Pape ne chante pas le *Credo* à la messe du dimanche comme chez lui : il y avait une heureuse diversité dans la manière de célébrer ! Et on recourait à *l'évêque de Rome* uniquement pour des questions difficiles ou qui concernaient l'ensemble de l'Eglise.

Nous ne devons donc **pas nous laisser conditionner** par ce qui se dit ou se passe à Rome, ni par les déclarations fracassantes d'un évêque ou l'autre, souvent d'ailleurs déformées par les médias. Nous avons mieux à faire ! **L'Évangile doit rester la base** de notre réflexion et de notre action. Le Pape n'est pas un général d'armée ni les évêques ses officiers. Le Concile Vatican II (1962-65) -qui a mis à jour l'Eglise Catholique pour le 20<sup>e</sup> siècle et qui reste **la référence** pour aujourd'hui quoiqu'en disent les intégristes-, voulait que l'on développe **la collégialité** entre le Pape et les évêques. Cela posé, *le Pape dit parfois des choses intéressantes et on peut s'en nourrir !* quand il rappelle que Jésus place *la personne humaine au centre* des préoccupations, au dessus même de la religion établie, et donne une place privilégiée au pauvre et au petit, pour compenser en quelque sorte le peu d'attention que leur accorde la société. Dieu rétablit ici la justice, l'équilibre, comme y invitaient déjà les Prophètes de l'Ancien Testament (le Prophète Isaïe lance des interpellations sociales d'une actualité étonnante), et comme en témoignent les Prophètes de notre temps, comme l'Abbé Pierre, Mère Teresa, Sœur Emmanuelle et tous les anonymes qui se soucient concrètement des plus pauvres, aujourd'hui encore, sur plusieurs continents.

Il importe donc également de ne pas s'arrêter aux discours, mais d'observer aussi **la pratique** de *l'Eglise* : tant de laïcs et de prêtres engagés au service des plus pauvres partout dans le monde ! Font-ils parfois *la une* des médias ?... On n'y parle souvent que des scandales. Cela ne nous empêche pas de pratiquer et de revendiquer **la culture du débat**. Il est sain que les différentes opinions se fassent entendre et urgent que les responsables écoutent *la base* et tiennent compte de ses aspirations légitimes. Sur

L'Université d'été du SeGEC s'est tenue le 19 août à Louvain-la-Neuve. Le CJC y était représenté par son S.G. Julien Bunckens et Anne Lise Mally, chargée de projet. Voir aussi l'article de LLB du 20 août dans la rubrique Epinglé pour vous.

ce point, il me semble plus indiqué –comme dans toute tension ou conflit humain–, de les interpeller directement, de leur dire les choses en face, plutôt que de s'épancher dans les médias, ou avant de le faire.

Voilà quelques pistes de réflexion qui, je l'espère, pourront élargir le débat.

François PHILIPS s.j., Conseiller théologique du CJC

## UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU SEGEC

« Autoriser l'autorité », fut le thème discuté lors de l'Université d'été du SeGEC, le Secrétariat général de l'enseignement catholique, qui s'est tenue le 19 août dernier à Louvain-La-Neuve. Plus de 750 professeurs et directeurs d'école se sont réunis pour partager leurs expériences et écouter deux conférenciers : Alain Eraly et Jean-Pierre Lebrun.

Le premier a souligné toute la difficulté de concilier l'autorité et les valeurs de la modernité dans notre société qui est devenue profondément individualiste.

Le second a analysé le principe de l'immédiateté, « le tout, tout de suite ». Ce phénomène bouscule l'apprentissage qui requiert lui une satisfaction différée et génère des conflits avec l'autorité.

En ateliers, plusieurs thématiques ont été abordées comme « Masculin, féminin : genre et autorité » ; « L'autorité : innée ou apprise » ? ; « Éduquer, surveiller : au nom de quelle autorité ? » L'occasion pour les enseignants de s'interroger sur leurs pratiques et d'échanger quelques conseils lors de débats parfois animés.

Dans l'atelier, « Masculin, féminin : genre et autorité » les participants se sont attardés sur la féminisation du corps professoral. Ils ont déploré le fait que certains garçons ne soient plus confrontés à l'image et à l'autorité masculine dans leur quotidien et lors de leur parcours scolaire. Ce phénomène les amènerait à être en manque de repères masculins. Les intervenants dont la sociologue Emmanuelle Lenel (FUSL) ont également précisé qu'il fallait mettre à mal certains clichés et aller au-delà. Elle a pris l'exemple du stéréotype de la « fille bavarde ». La société attend des filles qu'elles soient douces, calmes, qu'elles maîtrisent leur image. À l'inverse, les garçons renvoient à d'autres caractéristiques : mise en avant, compétitif, fort. Par conséquent, les professeurs sont parfois moins indulgents avec une fille qui papote qu'avec un garçon qui agit de même.

Une opportunité pour les professeurs présents de réfléchir à leur propre expérience en classe...

AL.M.

## L'ABBÉ AVAIT INVITÉ UNE PASTEURE...

L'information a déjà été distillée sur des sites que l'on qualifierait de plus catholiques que le Pape, un brin traditionalistes ou à tout le moins conservateurs mais voilà que l'agence de presse de l'Eglise de Belgique s'y est mise, elle aussi, à propos de la célébration, dimanche passé, à Buissonville, des 60 ans de sacerdoce de l'abbé Marcel Gravet.

En cause, selon Cathobel, « une cérémonie peu courante, puisqu'il s'agissait dans un souci d'unité entre chrétiens d'une Cène présidée par M<sup>me</sup> Annette Ruby, pasteur protestante en Alsace ».

Sur la personnalité de l'abbé Gravet, rien à dire, sinon qu'il a un charisme rappelant incontestablement M<sup>re</sup> Mathen, le prédécesseur très apprécié dans le diocèse de Namur de M<sup>re</sup> Léonard et de M<sup>re</sup> Vancottem.

Non seulement, comme le rappelle Cathobel, Marcel Gravet est une « figure emblématique d'ouverture sociale, avec un presbytère « portes grandes ouvertes » qui « fait l'unanimité dans sa région ». Mieux, cet octogénaire est

considéré dans sa région comme « un véritable Abbé Pierre local, populaire, médiatique, apprécié des petites gens ». Mais voilà, l'abbé Gravet est « atypique et peu conventionnel ». Et « soucieux de pratiquer l'œcuménisme, il n'a pas hésité de placer l'œcuménisme au cœur de son jubilé sacerdotal ».

De bonne foi, l'abbé M. Gravet avait invité la pasteur Annette Ruby à présider une Cène protestante et avait invité les prêtres présents à « concélébrer ». Il fut toutefois le seul à le faire car le doyen de Rochefort, l'abbé Jules Solot et l'abbé Fernand Streber, également présents, n'ont ni « concélébré », ni « communié ».

Il n'y a pas eu de réaction hiérarchique, M<sup>re</sup> Vancottem étant en vacances, tout comme ses vicaires épiscopaux mais dans la feuille paroissiale de Buissonville, le doyen Solot s'était demandé si les catholiques pouvaient communier à la Cène protestante.

Il y fit sienne la position officielle exprimée dans le « Dictionnaire de liturgie » : « entre fidèles d'Eglises séparées, la

communion sacramentelle n'est pas permise : la foi en ce que représente l'Eucharistie n'étant pas identique, toute participation sacramentelle serait une compromission plutôt qu'un signe véritable d'unité. [...] Il est toutefois permis à un catholique ou à un orthodoxe de communier à une messe orthodoxe ou catholique s'il ne trouve pas d'office de son Eglise là où il est ». Parce que ces deux Eglises-là ont la même foi eucharistique!

Le doyen de Rochefort constatait encore que si l'on doit tout mettre en œuvre pour rapprocher les Eglises, cela ne peut aller jusqu'à la communion. Pour l'abbé Solot, « c'est une question de conscience, il importe de vivre les choses en profondeur et de les éprouver de l'intérieur, en évitant de considérer les différences avec désinvolture. Communier ou pas, il faut oser en parler, parler de sa joie ou du malaise que l'on éprouve ».

L'abbé Gravet, homme d'ouverture sera-t-il crossé pour son audace œcuménique? Affaire à suivre...

Christian Laporte

## TROP ŒCUMÉNIQUE ? !

J'ai littéralement suffoqué en lisant que l'abbé Marcel Gravet de Buissonville avait invité une pasteur pour une concélébration œcuménique et qu'il était critiqué pour ce magnifique geste d'ouverture. Faut-il vraiment lui faire une telle scène pour une malheureuse Cène protestante ? Au contraire, il faudrait le féliciter sans réserve et le donner en exemple dans tous les milieux chrétiens.

Je ne comprends pas que l'on puisse encore se montrer si mesquin à notre époque, surtout de la part de personnes qui se gargarisent d'apporter la paix à tous les hommes de bonne volonté, qui nous abreuvent de « chers frères » et de « chères sœurs », mais qui rejettent tous ceux qui osent ne pas penser exactement comme elles. En serions-nous toujours à cette sinistre période des guerres de religion ? A quand l'autodafé pour ce prêtre égaré qui ose pratiquer l'œcuménisme ? Je comprends également pourquoi les églises se vident de plus en plus. Elles manquent cruellement de femmes comme sœur Emmanuelle et d'hommes comme l'abbé Gravet et le père Gilbert, que j'ai eu le grand plaisir d'entendre deux fois à Ostende en l'église Saint-Joseph; près d'une heure avant sa venue, l'église était déjà archicomble, tant il y avait des personnes avides de se délecter de ses propos.

Hélas ! Dans toutes les religions le fondamentalisme primaire et rétrograde est une forme très grave de racisme qui n'a rien de charité chrétienne. C'est le retour ou la continuation de l'obscurantisme moyenâgeux. Bravissimo à l'abbé Gravet pour son sain esprit d'ouverture et vive l'œcuménisme tous azimuts, avec toutes les religions !

Germain Pirlot  
Ostende

# PLAN TRIENNAL

Le plan triennal du CJC	10
Opérationnalisation du plan triennal	11
Revue de presse	13

.....

**Cette nouvelle rubrique s'insère dans le Correspondance afin de vous faire vivre l'état d'avancement du plan triennal. Elle a aussi pour objectif de vous apporter des éléments de fond et de réflexion. La rubrique apparaîtra dans chaque Correspondance jusqu'à la fin du plan triennal, soit fin 2012.**

Le thème choisi pour le nouveau plan triennal du CJC « L'amour, l'affectivité et le sexe » concerne tous les jeunes, au-delà des organisations de jeunesse. Plusieurs « portes d'entrée » pour aborder ce thème ont été choisies par les membres de l'Assemblée du CJC. Chaque facette est l'objet d'un groupe de travail.

## LE PLAN TRIENNAL DU CJC

Le plan triennal du CJC a pour thème l'amour, l'affectivité et le sexe. Il répond à deux types de besoins : un besoin de coordination des organisations membres ; une prise en compte de l'amour, de l'affectivité et de la sexualité par les OJ membres.

Actuellement l'amour, l'affectivité et le sexe sont abordés comme autant de risques à gérer par la famille, l'Église, le milieu médical, l'école, etc. Il y a donc une place à prendre pour un discours différent, un niveau d'intervention différent.

Dans la première phase, le plan triennal se construit à la manière d'une 'auberge espagnole' : chaque OJ amène ce qu'elle souhaite, et y met l'investissement qu'il lui est possible d'y mettre :

**Les GT** : en septembre 2010, 6 groupes de travail ont été lancés simultanément, avec un cahier de charges commun mais un planning de réalisation étalé jusqu'en septembre 2012.

**Les expertises** : Les OJ pourront également travailler des thématiques sur lesquelles elles sont expertes, avant de venir l'intégrer dans le plan triennal ;

**Le recensement** : l'équipe du CJC sera chargée de recenser ce qui existe déjà, tant dans les OJ que dans le reste de la société.

## PERSPECTIVES D'OPÉRATIONNALISATION

L'Assemblée Générale du CJC de juin 2011 a examiné la note de synthèse concernant le plan triennal. Cette note proposait les décisions les plus adéquates selon les retours et commentaires des OJ suite à l'AG du 27 avril.

Les membres ont beaucoup discuté des projets et thématiques, et ils ont décidé de passer par une phase de **récolte de la parole des jeunes** sur les différentes thématiques identifiées au sein de l'Amour, l'Affectivité et la Sexualité.

Ensuite, les OJ souhaitent organiser une journée de travail en interne afin que les cadres et permanents des OJ du CJC puissent échanger, au sein d'ateliers, sur ces mêmes thématiques. De cette rencontre découleront, peut-être, des projets autres, notamment des prises de position extérieures.

Enfin, la **création de l'outil pédagogique** sur l'estime de soi est prévue pour les mois à venir.

## HYPERSEXUALISATION : LES ADOS SONT EN DANGER

## RÉCOLTE DE LA PAROLE DES JEUNES

Au départ, le **groupe Estime de Soi** souhaitait interviewer et sonder des jeunes afin de recueillir leurs impressions et partir du terrain pour construire l'outil. Lors de l'AG du 15 juin, cette phase a été appréciée et l'idée a été émise de l'utiliser également pour d'autres thématiques du plan triennal, en particulier les questions de **genre, mixité et co-éducation**. Ce questionnement est prévu à l'attention des jeunes de nos OJ pour comprendre comment ils vivent sous l'angle de l'Amour, l'Affectivité et la Sexualité au sein de leur OJ, mais aussi et pourquoi pas, dans leur vie quotidienne.

## JOURNÉE DE TRAVAIL EN INTERNE

La journée de travail en interne destinée aux cadres et permanents des OJ du CJC, a été lancée aussi bien par les GT « Mixité » que « Genre ». Cette proposition a remporté beaucoup d'adhésion lors de l'AG du 15 juin. Cette journée est l'occasion pour les OJ de collaborer et d'échanger sur ces thématiques.

## OUTIL PÉDAGOGIQUE

Parmi les deux outils pédagogiques proposés, c'est l'outil « **estime de soi** » qui a remporté le plus de succès. L'AG a décidé de valider la proposition du GT. L'équipe du CJC est chargée de l'opérationnalisation de l'outil, conformément aux recommandations et demandes de l'AG. Son élaboration commencera le plus vite possible pour profiter un maximum de cet outil dans le cadre du plan triennal.

ALM.

## L'ESSENTIEL

- Télé, pub, internet... : la sexualité est partout.
- Souvent beaucoup trop tôt chez les jeunes.
- Le Crioc s'inquiète.

Le concept est né Outre-Atlantique, mais le phénomène est déjà bien connu chez nous. Appelé hypersexualisation, il consiste, chez les jeunes, à adopter des attitudes et des comportements sexuels jugés trop précoces.

Ce « modèle » s'inspire souvent des stéréotypes véhiculés par la pornographie : homme dominateur, femme objet séductrice et soumise, explique Eve Hanson, qui a réalisé une étude sur le sujet pour le Crioc, le Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs.

La sociologue, qui s'est basée sur des actes de colloques et des enquêtes consacrées à cette thématique, s'est plus particulièrement intéressée à l'influence de ce phénomène chez les enfants et les adolescents : « Dans leur chef, l'hypersexualisation se manifeste surtout à travers les tenues vestimentaires mettant en évidence certaines parties du corps (décolleté, pantalon taille basse dévoilant les sous-vêtements, pull moulant...) ou par des attitudes et des postures à caractère sexuel qui envoient un signal de disponibilité sexuelle (se passer la langue sur les lèvres, se déhancher, bomber le torse). »

Omniprésente, la sexualité véhicule aussi le culte de la performance, construit sur de nouvelles normes, implicites mais contraignantes, explique Eve Hanson. Sexologue clinicien, Pascal De Sutter évoque ainsi « les défaillances érectiles après 50 ans ou l'inhibition de désir chez la mère de famille » qui sont passées du « normal » socialement accepté à l'« anormal » qu'il faut absolument soigner.

## REPÈRES

**La puberté** Les modifications des habitudes alimentaires au XX<sup>e</sup> siècle ont avancé de 2 à 3 ans l'âge de la puberté.

**Les médias** Le sexe est omniprésent dans les médias. Sur l'internet, le matériel à caractère érotique, sexuel ou pornographique est facilement accessible.

**La publicité** Le quotidien est bombardé de publicités mettant en scène le corps, particulièrement celui des femmes.

**L'argent** Le pouvoir d'achat et le potentiel économique des jeunes consommateurs n'échappent pas aux spécialistes du marketing.

**Les idoles** Des chanteurs sont des produits commerciaux servant de modèles aux jeunes, en quête identitaire. Voir Lady Gaga (photo ci-contre), etc.

## Troubles de l'alimentation

Quant aux jeunes, poursuit Eve Hanson, ils sont de plus en plus sollicités, par internet d'abord, mais aussi par certains magazines, « surtout féminins qui s'adressent aux jeunes filles avec des articles à connotation sexuelle du type "7 raisons de coucher le premier soir" ou des tests qui classent les lectrices en trois catégories : la super extra salope, la salope normale, la ringarde. »

L'auteur pointe également les dérapages publicitaires (la marque de produits dépilatoires Veet et sa campagne web « Mon minou tout doux... »), les jeux vidéos (le jeu de simulation Ma Bimbo, les Sex Bracelets où chaque couleur correspond à un code érotique...). Les conséquences peuvent être très négatives : réduction de la personne à son sex-appeal, dépression, troubles de l'alimentation, mauvais résultats scolaires... Selon le Crioc, il convient, dès lors, de développer la capacité d'analyse des jeunes et leur esprit critique par une éducation à la consommation raisonnable et raisonnée. Elle passe notamment par un décodage publicitaire et une éducation aux médias. ■

FABRICE VOGT



**ESSAIS ENQUÊTES**  
**E**ve Hanson est chercheuse au Crioc. Elle est l'auteur de l'étude.

**Comment analysez-vous cette hypersexualisation par rapport à la révolution sexuelle des années 60-70 ?**

La révolution sexuelle des années 60 a été marquée par une soif de liberté. La multiplication des pratiques sexuelles, que sous-tendait le mouvement à l'époque, a aujourd'hui un côté normatif. Le message est que, pour être bien dans sa peau, il faut avoir une sexualité épanouie, c'est-à-dire variée et libre. Ce qui suppose la multiplication des partenaires ou l'utilisation des sex toys, par exemple.

**Quels sont les risques de l'hy-**

**persexualisation pour l'adolescent ?**

Ceux qui s'écartent de ces modes de comportement se sentent marginalisés. Cela entraîne des difficultés relationnelles chez l'ado qui ne voit pas toujours la différence entre la télé et la réalité. Il y a un questionnement par rapport à la normalité. Les ados n'ont pas l'esprit critique suffisamment développé et sont donc plus influençables. L'association américaine de psychologie, qui s'est basée sur 300 études, a montré que les troubles alimentaires, comme l'anorexie, qui commençaient il y a dix ans chez des filles de 16 ans, sont aujourd'hui observés chez des filles de 5 ou 7 ans.

**Comme les parents peuvent-ils faire barrage ?**

L'éducation aux médias revêt un aspect fondamental, comme le décodage des publicités. Les stéréotypes à caractère sexuel sont présents tant dans la pub que dans les séries télé : l'homme dominant, la femme soumise. Avec le risque que les filles aient une image d'elles négative et estiment que c'est plus facile d'être un homme dans la société. **Faut-il décourager les ados de s'habiller comme des adultes ?** Les ados s'habillent parfois avec un vêtement qui a, pour les parents, un caractère érotique, sans que les jeunes le perçoivent comme tel. C'est souvent une projection de l'adulte. L'adolescence est aussi l'âge auquel il faut faire des expériences, même si l'adulte est là pour mettre des limites par rapport à des codes ves-



EVE HANSON, sociologue, a réalisé l'étude pour le Crioc. © D.R.

timentaires ou comportementaux, qui inciteraient par exemple l'enfant à avoir des relations sexuelles précoces. ■

Propos recueillis par F. V.

## ENFANTS ET ADOLESCENTS PLUS PRÉCOCES DANS UNE SOCIÉTÉ HYPERSEXUALISÉE

**Le Crioc s'en inquiète : les jeunes ne sont pas toujours conscients des aspects érotiques de leurs attitudes.**

S'il ne faut ni banaliser ni dramatiser les petits jeux malsains qui se sont déroulés pendant le camp des louveteaux de l'unité Saint-Remacle, l'incident illustre très à propos les conséquences possibles de l'hypersexualisation de la société, à laquelle le Crioc (Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs) vient de consacrer une étude. L'hypersexualisation apparaît comme un modèle de sexualité réducteur qui s'inspire de stéréotypes dont la pornographie est friande : homme-dominateur et femme-objet séductrice et soumise.



Photo News

Le Crioc s'inquiète de l'impact de ce phénomène sur les enfants et les adolescents, qui adoptent des attitudes et des comportements sexuels qui peuvent être considérés comme (trop) précoces. Sans compter qu'au cours du 20<sup>e</sup> siècle, les modifications des habitudes alimentaires ont avancé de 2 à 3 ans l'âge de la puberté et, partant, les changements physiologiques et psychologiques qui y sont liés.

Ce n'est pas un hasard si les ados, qui sont dans une période charnière marquée par une quête identitaire très forte, où les copains jouent un rôle particulier, sont particulièrement touchés par l'hypersexualisation. Le code vestimentaire, les attitudes et comportements revêtent un aspect d'appartenance à un groupe donné. L'influence des pairs, comme des idoles, est très prononcée en matière de sexualité. A la télé ou dans les pubs, l'hypersexualisation règne en maître dans les tenues vestimentaires qui mettent en évidence certaines parties du corps (décolleté, pantalon taille basse laissant apparaître le caleçon, string) et les postures à caractère sexuel (se passer la langue sur les lèvres, se déhancher, bomber le torse). Ce morcellement des corps, surtout celui des femmes, est une technique régulièrement employée dans les pubs et les clips vidéo, souligne le Crioc.

**Qui insiste : l'hypersexualisation n'est pas innocente.** Elle dégrade l'estime de soi chez les jeunes, qui tentent de copier l'image véhiculée par les médias. La conscience des différences entre sa personne et ce qui est vu à la télé, par exemple, peut mener à des dépressions, des troubles scolaires et alimentaires, pointe l'étude.

**Autre effet pervers : les pratiques des enfants et des adolescents ne sont pas forcément liées à des actes connotés sexuellement à leur yeux.** Quand une très jeune fille enfle un string, elle n'associe pas forcément son geste à l'aspect érotique que peut avoir ce mini-slip aux yeux d'un adulte.

Le Crioc estime donc que face à cette hypersexualisation de la société, il convient de développer la capacité d'analyse des jeunes et leur esprit critique en encourageant l'éducation aux médias et au décodage publicitaire.

**L'étude peut être téléchargée sur [www.crioc.be](http://www.crioc.be)**



# POLITIQUE DE JEUNESSE ET DE VIE ASSOCIATIVE

Commission Consultative des Organisations de Jeunesse- CCOJ	16
CJCF : élections pour le nouveau mandat	18
CA de la Plate-forme francophone pour le volontariat	19
GT de la Plate-forme francophone pour le volontariat	19
L'ICC devient Résonance asbl	20
Revue de presse	21

La CCOJ – Commission Consultative des Organisations de Jeunesse – a été mise en place, suite au vote, en mai 2004, d'une modification du décret du 20 juin 1980 portant sur la reconnaissance et l'attribution de subsides aux OJ. Elle a siégé pour la première fois le 10 novembre 2005. La CCOJ est l'organe consultatif chargé de travailler sur les enjeux liés à la reconnaissance et au fonctionnement des organisations de jeunesse. Elle a également été l'interlocuteur de la Ministre pour négocier et réformer le décret du 20 juin 1980.

## COMMISSION CONSULTATIVE DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE :

Le 6 juillet s'est tenue la dernière CCOJ avant l'été. Après avoir relancé une date de rencontre concernant l'avis relatif à la circulaire «soutien aux projets jeunes», les membres de la CCOJ ont eu l'occasion d'entendre les membres de la Sous commission Emploi, du GT Saut de Classe et de la Sous Commission Formation quant à l'avancée de leurs travaux. Pour clôturer la séance, la CCOJ a traité du Plan Jeunesse et de ses actualités, ainsi que de l'ajustement budgétaire concernant les détachés pédagogiques.

Pour la **Sous commission Emploi**, le cabinet a insisté sur le fait de renouveler rapidement les demandes de postes APE Marcourt malgré la date légale « au plus vite, au mieux ». En septembre, une rencontre sera prévue pour évaluer la convention de ces APE Marcourt.

Le secteur a également exprimé le besoin d'APE pédagogiques supplémentaires afin de couvrir les besoins de toutes les OJs. Enfin, il a demandé la prolongation pour les postes subventionnés venant à terme fin 2011.

Concernant la classification des OJ et la planification de la fin de période transitoire, le **GT Saut de Classe** a demandé à rencontrer le cabinet suite à l'avis qu'il lui a adressé afin d'éclairer ses incompréhensions et obtenir des avancées. Deux autres réflexions sont menées en parallèle : l'une est menée pour envisager la meilleure manière de comptabiliser les activités des OJs ; l'autre l'est afin de déterminer la procédure en vue de traiter les agréments de 2012 (nouvelles reconnaissances et entrées dans le premier quadriennat du décret).

Sujet tendu que fut le retour de la **Sous commission Formation** au sujet de son travail concernant les assimilations!

Après une interruption de séance la CCOJ s'est mise d'accord pour :

- donner une impulsion en Commission d'avis générale Centres de vacances afin d'organiser la formation complémentaire pour les assimilés ;
- de partir de 18h de formation comme base de travail tout en croisant ce chiffre avec les attentes des différents acteurs du dossier ( UVCW -Union des Villes et des Communes wallonnes-, ONE – Office de la Naissance et de l'Enfance-, cabinet Enfance et Jeunesse) ;
- organiser une sous commission formation élargie à des personnes non membres afin de leur permettre de trouver une position commune CCOJ ;
- rencontrer l'UVCW, son pendant bruxellois, Animagique et Badje pour casser les représentations des uns et des autres et entendre les besoins des différents acteurs ;
- interpellier le cabinet jeunesse sur la nécessité de financer cette formation à travers des moyens nouveaux.

Autre point à l'ordre du jour, le **Plan Jeunesse** et le choix des représentants au comité de pilotage. Le cabinet annonce que le comité de pilotage sera composé d'un comité de pilotage double : l'un, où la CCOJ sera représentée, entre autres et l'autre, restreint où ne sera représenté que le CJCF. Le point sera houleux et amènera de vives réactions de la part de plusieurs membres dans la mesure où il décrédibilise complètement la jeunesse organisée et renforce la légitimité du CJCF pour le moins peu représentatif de la jeunesse organisée.

Prévu dans l'accord de majorité de la Communauté française de 2009, le plan Jeunesse devra toucher, de manière transversale, toutes les questions relatives au secteur de la jeunesse (du règlement de police au nombre de redoublements scolaires, en passant par les politiques d'emploi régionales et fédérales). Les différents acteurs de la société civile, dont les OJ, sont consultés pour l'élaboration du plan. Les différents ministres, concernés de près ou de loin par les questions de jeunesse, sont appelés à se concerter au sein d'une conférence interministérielle.

Résultant de la réforme du CJEF, le CJCF -Conseil de la Jeunesse de la Communauté française- s'est installé le 7 novembre 2009. Sa mission principale est d'être porteur de la parole des jeunes francophones au niveau national et international. Tous les deux ans, cinquante membres sont élus à l'Assemblée générale, suite à des élections ouvertes à tous les jeunes de 16 à 30 ans.

Enfin, Bernard Mathieu, représentant du cabinet Huytebroeck apporte des clarifications sur le nombre de **détachés pédagogiques supplémentaires** et sur la nécessité de veiller, dans un avenir proche, à pourvoir au maximum les postes vacants et éviter que le gouvernement ne supprime des postes. Bernard s'est ensuite lancé dans une brève explication sur le projet de décret en cours relatif aux DP, portant plus spécifiquement sur les critères d'admission (limite d'âge et élargissement du nombre de mandats).

J.B.

## ELECTIONS POUR LE DEUXIÈME MANDAT AU CONSEIL DE LA JEUNESSE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Le processus d'élection au CJCF (Conseil de la Jeunesse de la Communauté Française) est en cours. Le CJCF est l'organe d'avis « officiel » et de représentation des jeunes de Belgique francophone. Sa mission principale est de rassembler des jeunes « porte-parole » des jeunes en Communauté Française. Les candidatures sont à déposer jusqu'au 24 octobre 2011 (infos via [www.conseildela jeunesse.be](http://www.conseildela jeunesse.be) ou [conseil.jeunesse@cfwb.be](mailto:conseil.jeunesse@cfwb.be)).

Dans ce cadre, le CJC souhaite accompagner les candidats issus de ses OJ membres qui le souhaitent. L'objectif de cet accompagnement est de construire des positions communes entre ces élus potentiels, le CJC et ses Organisations membres.

Le CJC estime que le CJCF est un lieu important de débats et de prises de positions mais que, malheureusement, les deux années passées ont mis à jour des dysfonctionnements qui entravent cette mission. Nous estimons que le CJCF doit évoluer afin d'atteindre réellement ses objectifs. Nous comptons dès lors promouvoir des évolutions au sein du CJCF et en dehors.

N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations.

J.B.

## CA DE LA PLATE-FORME FRANCOPHONE DU VOLONTARIAT

Pour son CA de rentrée, le jeudi 1er septembre, la Plate-forme francophone du Volontariat s'est penché sur un menu fourni et varié. Les premiers points ont traité de l'organisation interne, que ce soit en matière de Ressources Humaines ou encore d'attribution de matière de référence entre les différents administrateurs. Il a ensuite été question des perspectives de la Pfv et de ses objectifs de développement, sur base des discussions et réflexions de la dernière AG de juin. Les questions d'actualité politique ont également été traitées, de la région et des rencontres avec les différents cabinets ministériels, à l'Europe et la tenue de la semaine du volontariat par le Forum européen de la jeunesse (Youth Forum), en passant par le Conseil Supérieur des Volontaires, l'instance fédérale d'avis en la matière.

Faute de temps pour traiter toutes les questions dans leur intégralité, un prochain CA exceptionnel est fixé en date du 9 septembre.

### GT PLATE-FORME FRANCOPHONE DU VOLONTARIAT

Les actualités étaient nombreuses pour ce GT de rentrée. Concernant les propositions de lois sur le volontariat, la Pfv a souligné que les avis rendus par elle-même et d'autres instances consultées par le monde politique (CSV, Conseil National du Travail) étaient assez similaires. Du point de vue européen, de nombreux rendez-vous sont encore à venir pour le volontariat, dont le Youth Forum et « Young Volunteers Stand up », du 7 au 11 septembre. De plus, l'année 2012 se prépare déjà, c'est l'année européenne du vieillissement actif et de la solidarité entre les générations.

Cinq eurodéputés participeront à l'évènement « Vis ma vie de volontaire », le vendredi 7 octobre à Liège, où ils seront plongés dans la vie quotidienne de volontaires afin de constater par eux-mêmes les difficultés qui peuvent être rencontrées.

Le colloque du 3 décembre continue de se préparer, plus d'informations prochainement à ce sujet.

Pour rappel, l'exposition « 52 visages » est sold out jusqu'à la fin de l'année !

L.V.

Le volontariat francophone s'est rassemblé pour fonder, ensemble avec la Fondation Roi Baudouin, la Plate-forme francophone du Volontariat. Cette structure pluraliste veut faciliter, favoriser et encourager la pratique d'un volontariat de qualité. Le CJC en est membre.

## L'INSTITUT CENTRAL DES CADRES CHANGE DE NOM ET DEVIENT ... RÉSONANCE RÉSEAU FORMATION JEUNESSE ASBL

- Parce qu'« Institut » donnait une image trop sérieuse, ou académique ;
- parce que « Cadre » pouvait revêtir de multiples significations ;
- parce que « Central » pouvait paraître fort prétentieux ;
- parce que le logo avait besoin d'un coup de jeune ;
- parce que tout évolue.

Bref, parce qu'« Institut Central des Cadres » ne renvoyait plus à une représentation claire, évidente de son activité et s'éloignait de ses missions actuelles.

RÉSONANCE est une plateforme d'associations et d'organisations de jeunesse qui s'engage en matière d'animation, de formation et de pédagogie dans la construction de projets collectifs, dans la concertation et l'échange entre associations.

RÉSONANCE a pour missions :

- de soutenir ses membres (par l'apport d'expertise, la recherche et les rencontres) ;
- de promouvoir les pratiques de ses membres.

Dans le cadre de ces deux missions, RÉSONANCE contribue à la formation de jeunes citoyens, responsables, actifs, critiques et solidaires (CRACS).

RÉSONANCE enrichit ses connaissances et ses pratiques en collaborant simultanément avec le secteur de la jeunesse (par le biais de ses membres et de ses formations de cadres) et le secteur de l'enfance (par le biais de ses formations en collaboration avec le public concerné par l'accueil extra-scolaire).

Pour plus d'information, consultez le site internet : [www.resonanceasbl.be](http://www.resonanceasbl.be)

## « NOUS COMBATTONS LE MAL AVEC LE BIEN. ET NOUS VAINCRONS »

**Lettre.** "Nous ne répondons pas au Mal par le Mal comme tu le voulais. Nous combattons le Mal avec le Bien. Et nous vaincrons" : un rescapé du carnage d'Utoeya en Norvège écrit à l'auteur de la tuerie qu'il a "échoué", dans une lettre publiée lundi qui commence par "Cher Anders Behring Breivik". "Tu crois peut-être que tu as gagné. En tuant mes amis et mes camarades, tu crois peut-être que tu as détruit le parti travailliste et les gens à travers le monde qui croient en une société multiculturelle", écrit Ivar Benjamin Oestebøe, 16 ans, qui a perdu cinq amis dans la fusillade. "Sache que tu as échoué", lâche-t-il dans sa lettre publiée sur Facebook et reproduite lundi par le journal norvégien "Dagbladet". "Tu te décris toi-même comme un héros, un chevalier. Tu n'es pas un héros. Mais une chose est sûre; tu as créé des héros. Sur Utoeya, en cette chaude journée de juillet, tu as créé certains des plus grands héros que le monde ait jamais portés, tu as rassem-

blé toute l'humanité", écrit l'adolescent. Sur l'île d'Utoeya le 22 juillet, Ivar Benjamin et d'autres avec qui il s'était caché sur la rive en entendant la fusillade ont cru qu'Anders Behring Breivik, déguisé en uniforme complet de policier, était là pour les sauver. "Nous l'avons appelé, en agitant les bras. Il était là en train d'essayer de rassurer ceux autour de lui. Soudain, en restant impassible, il s'est retourné et a commencé à tirer sur ceux qui étaient dans l'eau", a expliqué l'adolescent à "Dagbladet". Le jeune homme a finalement eu la vie sauve en courant vers les forces de police arrivées sur l'île vers 18h25, environ 80 minutes après le début de la fusillade. "Tu mérites d'entendre comment ton plan a fonctionné. Beaucoup sont en colère, tu es l'homme le plus haï de Norvège. Je ne suis pas en colère. Je n'ai pas peur de toi. Tu ne peux pas nous atteindre, nous sommes plus grands que toi", écrit Ivar Benjamin Oestebøe à la fin de sa lettre. (AFP)

## COEXISTENCE PACIFIQUE

Jean-Yves KITANTOU

Président national des Jeunes CDH

» Le multiculturalisme n'est pas un projet politique mais résulte du constat de la présence, dans un même espace, de personnes de cultures différentes.

**D**ans son manifeste, Anders Behring Breivik, l'auteur des récentes tueries en Norvège, a pointé la Belgique comme un Etat trop multiculturaliste. Au-delà du caractère odieux de ce crime terroriste, il importe de réagir aux allégations sur l'Etat dans lequel nous vivons.

Tout d'abord, le multiculturalisme, au sens premier du terme, n'est pas un projet politique mais résulte du constat de la présence dans un même espace de personnes de cultures différentes. En Belgique, cette situation a existé, déjà entre francophones et néerlandophones, ensuite entre Belges de plus ou moins longue immigration. Pour éviter qu'une société soit multiculturelle, il faudrait soit empêcher tout mouvement de migration, soit imposer un modèle culturel unique à tout migrant, ce qui s'oppose de front à nos valeurs de liberté, d'égalité et de respect.

Deux autres constats s'imposent. D'une part, les migrations ne sont pas propres à notre époque, elles sont un élément constitutif de l'histoire humaine. D'autre part, le multiculturalisme est une conséquence logique de la mondialisation. Il est important de le constater, sans toutefois faire l'économie de la gestion et de la régulation de ces mouvements de migration, évidemment.

Dès lors, la multiculturalité résulte tant d'une inaction en matière de gestion de la diversité que d'une volonté de faire coexister des cultures

l'une à côté de l'autre sur un même territoire. Est-ce à dire que cette solution est efficace ? Non, bien entendu ! Il faut défendre une société interculturelle, un projet de société qui dépasse la simple juxtaposition de cultures différentes et favorise l'échange et la compréhension mutuelle à partir d'un socle de valeurs communes. Une société unie n'est pas une société sans différences, mais une société sans frontières intérieures.

La vision islamophobe du tueur norvégien est malheureusement de plus en plus présente dans certains discours politiques. Il est important d'affirmer que l'islam est une religion d'Europe. Les contributions de la culture arabo-musulmane, entre autres, à notre civilisation sont en effet indéniables tant en matière de sciences, d'art, de techniques industrielles, de pensée et de philosophie. Néanmoins, il existe des compréhensions

de l'islam qui sortent du cadre de nos droits fondamentaux et que l'on ne peut accepter, mais cela relève de l'interprétation qu'en font certains musulmans. Il existe dans chaque communauté une tendance, heureusement minime, à la radicalisation. Au sein des communautés musulmanes, de nombreux partenaires du changement ont la volonté de s'attaquer aux problèmes prioritaires d'exclusion sociale et de sortir cette communauté de son isolement. Ceux-là ont besoin de notre soutien. Les difficultés sont révélatrices du processus de co-inclusion de ces populations dans la société majoritaire. Nous devons dès lors y apporter des réponses cohérentes et concertées. La meilleure façon de répondre à l'acte criminel d'Anders Behring Breivik est de penser la participation et la contribution des communautés étrangères dans une Belgique inclusive, qui sait refuser les excès identitaires d'où qu'ils viennent, mais qui cherche à faire participer le plus grand nombre au projet collectif.

En conclusion, d'une part, il est crucial de lutter fermement contre toutes les formes de racisme, de stigmatisation et de discriminations : islamophobie, antisémitisme, romaphobie et homophobie, pour ne citer que celles-là. D'autre part, il faut combattre en profondeur les radicalismes, les replis identitaires, en développant une alternative pour trouver des solutions aux défis du vivre ensemble en cohérence avec nos principes fondamentaux.

VENDREDI NOIR



Bernard DE VOS

Délégué général aux Droits de l'enfant

► Ce dernier vendredi fut assurément un jour très sombre.

Ce jour maudit, Eléonore, 10 ans, est décédée au cours du camp lutins auquel elle participait. Mes pensées vont naturellement vers ses parents, sa famille et ses proches. Je mesure l'ampleur de la peine que provoque cette disparition et me sens proche de celles et ceux qui en souffrent. Je souhaite leur exprimer toute ma sympathie et les assurer de mon soutien. A ce premier cercle d'intimes et de proches, j'associe les animateurs et les animatrices de ce camp, eux aussi victimes de ce dramatique accident. Même si leur responsabilité directe ne semble en rien engagée, on peut aisément imaginer les sentiments confus auxquels ils doivent être confrontés. Face à un tel cataclysme, l'hébétéude, l'incompréhension, la culpabilité malgré tout, vous submerge à coup sûr et vous laissent littéralement "KO debout".

Ce drame récent qui nous touche profondément, parce-qu'il nous rappelle la fragilité de la vie, éclaire en miroir le formidable engagement de ces jeunes, filles et garçons, qui par milliers mettent leur temps, leur énergie et leur créativité au bénéfice des plus jeunes. Ils ont sans doute été nombreux à être saisis par l'effroi au moment d'apprendre cette bien triste nouvelle.

Volontaires, bénévoles, ils font le choix de consacrer une large part de leur temps libre à faire en sorte que la garantie d'éducation ainsi que le droit au jeu et aux loisirs, reconnus à chaque enfant par la Convention internationale des droits de l'enfant, ne restent pas lettres mortes. Alors que tout les encourage au repli frileux et individualiste, ils font le choix courageux de la solidarité et de la responsabilité citoyenne. On est bien loin des stéréotypes habituels qui décrivent régulièrement nos jeunes comme de véritables pestiférés, incapables d'ambition collective et dont il faudrait avant tout se défendre!

Les mouvements et les organisations de jeunesse connaissent aujourd'hui un regain d'intérêt qui correspond pleinement au souci d'ouverture manifesté par nombre d'entre eux. Les "grands ados" et les jeunes adultes qui s'y investissent ont plus que jamais conscience des responsabilités qu'ils exercent. Des formations de plus en plus pointues, des garanties de sécurité strictes et des relais avec des adultes compétents en cas de coup dur, leur permettent non seulement d'être en mesure d'animer des plus jeunes mais aussi de les initier à la complexité du monde, de mettre en confiance celui ou celle qui en manque, de consoler un enfant à l'abord de la nuit et de réagir adéquatement à des événements imprévus.

Le terrible accident qui vient de les toucher nous rappellera que tout engagement est en même temps une prise de risque. Et qu'il n'y a pas d'éducation sans danger. Qu'ils continuent et persistent pourtant: le drame et la fatalité qu'ils viennent de partager ne doivent pas les détourner de leur belle ambition. C'est d'ailleurs, je pense, le plus vibrant hommage qu'ils pourront rendre à Eléonore et à ses proches.

Ce même vendredi, dans les environs d'Oslo sur la petite île d'Utoeya, périsaient plusieurs dizaines de jeunes sous les balles d'un tueur forcené, biberonné à la haine et nourri d'intolérance. Tous ces jeunes disparus avaient en commun le partage d'opinions progressistes et généreuses. Engagés dans un mouvement politique, ils consacraient leur temps de vacances à défendre et faire progresser leurs idées. Une autre facette de l'engagement des jeunes lourdement meurtrie...

Là aussi le meilleur hommage sera sans aucun doute de continuer, malgré le doute désormais, de professer un idéal de paix, d'égalité et de justice.

Un vendredi très noir décidément...

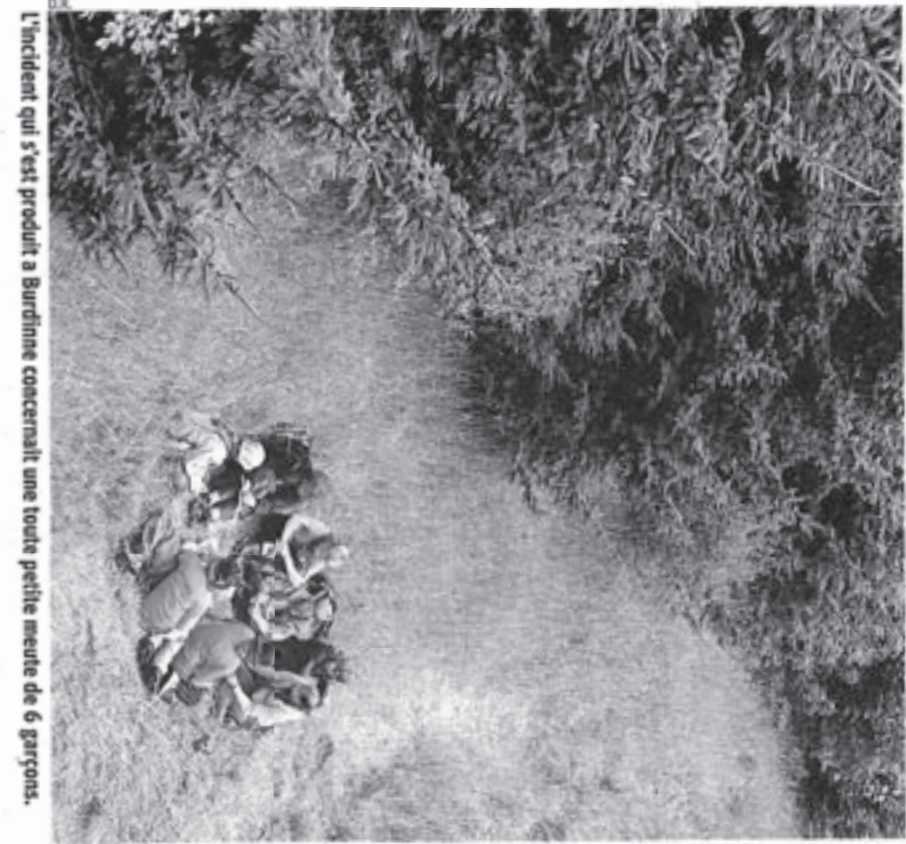
**Tout engagement est en même temps une prise de risque. Il n'y a pas d'éducation sans danger.**

Le camp de louveteaux de l'unité Saint-Remacle de Verviers s'est arrêté mercredi plus tôt que prévu, comme le rapportait samedi "Sud Presse". Plusieurs enfants de cette petite meute - ils ne sont que 6 garçons âgés de 9 à 11 ans - qui s'étaient abîmés à Burdine pour le camp d'été ont participé à des jeux sexuels pendant la sieste qui suit traditionnellement le repas de midi chez les scouts.

Un enfant, qui n'était pas impliqué dans ces jeux, en a parlé à un des animateurs. Que s'est-il passé exactement? Les garçons étaient tranquillement entre eux dans le dortoir, avec des bandes dessinées à leur disposition. Les chefs préparaient les activités de l'après-midi dans la pièce juste à côté. Trois ou quatre gamins se sont mis à imaginer des jeux, avec des gages à la clé. Dans un premier temps, le perdant devait se mettre tout nu. Le "jeu" a ensuite viré en une découverte plus précise de la sexualité. Un petit louveteau, choqué et embarrassé par ces jeux auxquels il ne participait pas, s'est confié à un chef.

"Les animateurs se sont rendu compte que la situation les dépassait", explique Annick Hoornaert, animatrice fédérale.

► Quelques louveteaux se sont livrés à une petite découverte de la sexualité.  
► Les animateurs scouts ont réagi promptement. Le camp a été écourté.



L'incident qui s'est produit à Burdine concernait une toute petite meute de 6 garçons.

chargée des relations extérieures. "Ils ont immédiatement appelé Scout Assistance (NLLR: le numéro d'urgence interne à la fédération à appeler en cas de pépin). Ils ont aussi appelé SOS Enfants, un partenaire privilégié si des problèmes d'ordre familial sont détectés chez un enfant au cours d'un camp. Un animateur fédéral s'est aussi im-

médiatement rendu à Burdine pour aider à gérer l'incident. Les parents ont été prévenus; deux familles sont immédiatement venues récupérer leurs louveteaux. "Le groupe étant particulièrement petit, il ne restait plus que 4 enfants. Il valait mieux clôturer le camp", poursuit M<sup>me</sup> Hoornaert. Mais avant cela, les animateurs et les

enfants se sont réunis une dernière fois autour du "rocher du conseil" pour recadrer le problème en expliquant quels jeux étaient autorisés et ceux qui étaient formellement interdits. "Sans stigmatiser la curiosité des enfants, il faut qu'ils connaissent les limites", commente encore la responsable fédérale.

Une maman mécontente a déposé plainte, reprochant un manque de surveillance aux chefs de la meute. Une information judiciaire a été ouverte au parquet de Verviers: jeudi, les six petits loups ont été entendus par la police vervétoise. Mais les enfants ne seront pas inquiétés par la justice. "A 10 ou 11 ans, on sait faire preuve de discernement. Mais on ne peut imputer à ces enfants d'intentions délictueuses? Au besoin, nous devons les aider. Pas les poursuivre pour leurs actes", confiait le procureur du Roi Alain Bonhiver à "Sud Presse".

La responsable fédérale insiste: les animateurs n'ont pas commis d'erreur, ils ont au contraire réagi immédiatement et de façon adéquate. "Ils étaient juste à côté: si un louveteau avait appelé, ils auraient été là tout de suite."

Ce n'est pas la première fois - ni sans doute la dernière - qu'un incident de cet ordre se déroule lors d'un camp scout. Et, visiblement, la fédération est bien outillée pour réagir de manière appropriée. Aux parents qui seraient inquiets d'envoyer leurs enfants au camp, Annick Hoornaert veut faire passer un message: "S'ils ont la moindre question à poser, s'ils se demandent comment le camp est organisé, qu'ils en parlent aux animateurs, au chef d'unité ou aux responsables de la fédération".

POLITIQUE DE JEUNESSE ET DE VIE ASSOCIATIVE

POLITIQUE DE JEUNESSE ET DE VIE ASSOCIATIVE

## ELECTIONS EN NOVEMBRE

**Candidatures.** Les prochaines élections du Conseil de la jeunesse auront lieu en novembre 2011. Ce scrutin vise à renouveler l'assemblée générale du Conseil, composée de 50 jeunes. Pratiquement, tout jeune francophone âgé de 18 à 30 ans, qu'il ait ou non un parcours dans le secteur de la jeunesse ou dans une association, peut présenter sa candidature entre le 1<sup>er</sup> et le 24 octobre 2011 et "participer à la construction collective de la parole des jeunes", indique Joachim Wacquez, porte-parole du Conseil de la jeunesse.

*En 2009, 150 candidats s'étaient présentés. On espère en avoir plus cette année. Le nombre de votants est également important car plus de jeunes participent et votent, plus le Conseil de la jeunesse aura de poids et de légitimité.*  
Tout jeune âgé de 16 à 30 ans pourra voter du 1<sup>er</sup> au 30 novembre 2011 sur le site du Conseil<sup>10</sup> mais aussi lors de la présentation du Conseil sur les campus universitaires, dans les associations, les Maisons de jeunes, etc., pour élire les nouveaux représentants de la jeunesse. St. Bo.

## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

► La Journée internationale de la jeunesse a lieu ce vendredi 12 août.

► L'occasion de mettre en lumière le travail et le rôle du Conseil de la jeunesse.

**C**réé en 1977 sous le nom de Conseil de la jeunesse d'expression française (CJEF), le Conseil de la jeunesse a évolué depuis 2009 vers une nouvelle "formule", l'instaurant comme organe officiel d'avis des jeunes en Communauté française. Concrètement, "sur toutes les matières qui peuvent toucher de près ou de loin la jeunesse, le Conseil émet la parole des jeunes pour se positionner sur tel ou tel projet de loi. Ces avis sont soit émis à la demande de certains ministres soit initiés par le Conseil et proposés aux ministres. Le Conseil est donc le relais de la parole des jeunes au niveau politique", décrit Joachim Wacquez, porte-parole du Conseil de la jeunesse.

Formé à l'issue d'élections organisées pour la première fois en 2009, le Conseil de la jeunesse est composé de 50 membres, âgés de 18 à 30 ans, investis d'un mandat de deux ans (lire ci-contre). Ses actions? "Le Conseil fonctionne par commissions thématiques. Celle dédiée à l'emploi des jeunes s'est ainsi fortement

*mobilisée au cours de ces deux années, aux niveaux national, communautaire et européen. Le Conseil a aussi été fort actif sur les politiques sécuritaires et les dispositifs parfois discriminatoires envers les jeunes. Mais aussi sur les thématiques du développement durable, de la publicité ou de l'enseignement",* explique M. Wacquez. Le Conseil est également présent à l'échelle internationale. "Nous participons à des sommets internationaux ou encore aux réunions de l'Onu, notamment sur le changement climatique comme à Copenhague ou Cancun", poursuit-il.

Bien que le Conseil joue un rôle-clé de participation active des jeunes aux décisions qui les concernent, cet organe "reste encore assez méconnu", observe M. Wacquez. La Journée internationale de la jeunesse, ce vendredi, est l'occasion de mettre en lumière le Conseil de la jeunesse mais aussi "des projets de jeunes de terrain portés par des associations, maisons de jeunes, etc." Alors que les jeunes ont parfois une image négative dans la presse, "nous voulons montrer que les jeunes ont des choses à dire, mènent des projets positifs, ont envie de faire changer les choses et ne sont pas toujours les parias de la société, des jeunes qui traînent et n'ont rien à faire. Si la délinquance est une réalité, il y a aussi beaucoup de jeunes qui s'investissent dans une construction collective de projets d'avenir".

St. Bo.

## MARIE ET MÉLANIE, PLUS QU'UN HANDICAP FRANCHI

Rencontre **Thibaut Roland (st.)**

Il est des nuits où même un noir d'encre ne dégomme pas toutes les éclaircies. Quand aux contours de 22 heures, l'équipage de l'ASBL Gratte revient de son escale au festival Esperanzah!, les sourires sont encore chaussés jusqu'aux oreilles, tout prêts à ravaler les premiers bâillements. Deux jours durant, Gilles, Julie et Bernard, trois jeunes handicapés mentaux, se sont simplement enfoncés dans les travées du festival musical pour y lâcher prise comme tant d'autres. Comme les autres.

Derrière cette équipée se rangent pourtant deux têtes et quatre bras. Marie Renard (27 ans) et Mélanie Lecomte (30 ans) ont monté de fond en comble et (insistons) du comble au fond toute cette opération.

Voilà plusieurs mois qu'elles ont chacune rejoint l'ASBL Gratte pour prendre le poids. Un engagement certes, du temps donné, assurément, un sacrifice, non.

"Pour nous, c'est aussi des vacances. On se fond entièrement dans l'ambiance, sans avoir à jouer le rôle de surveillants", annonce d'emblée Marie. Pas question donc de les couvrir d'éloges ou de les enrubanner de lauriers. Si les mots deviennent un tant soit peu flatteurs, les jeunes filles s'enrhumant.

Non. Accompagner des personnes handicapées le temps d'une randonnée musicale n'a rien d'un chemin de croix. Non, ne cherchez ici ni fond de catéchisme ni forme de dévotion.

"Si on ne s'amuse pas on ne tient pas, précise Marie. Je n'ai pas l'impression de porter une charge ou des responsabilités. On est à mille lieues de la vie professionnelle et de ses nécessités." Car, comme si cela ne suffisait pas, Marie et Mélanie ont aussi choisi d'exercer leur métier aux côtés des personnes handicapées. En tant qu'assistante sociale pour l'une, assistante en psychologie pour l'autre, elles côtoient chacune les rudesses et les rigueurs du monde du handicap.

Camionnette chargée, presque emmitouflés dans les sacs et les provisions, ils étaient six samedi



Après avoir œuvré en coulisses, Mélanie était aussi sur le terrain d'Esperanzah!

dernier à jouer les festivaliers à Esperanzah! trois côtés valides (Mélanie, Marie, Bérandère), trois côtés moins valides (Julie, Gilles, Bernard): une césure que l'ASBL Gratte tente de gommer au fil de ses activités mais que l'ensemble de la société peine encore à abandonner.

En deux jours à Esperanzah! les six n'ont pourtant jamais formé deux fronts. En forçant le cliché, leur escapade pourrait presque s'intercaler dans les rangées de la bibliothèque rose, entre "Le club des Cinq" et "Le clan des Sept". Lente montée le matin, déjeuner au soleil avant les premiers rebonds musicaux, ces deux jours à Esperanzah! pourraient couvrir à eux seuls un album photo. Reste que, l'album replié, la réalité revient de front, la tête chaude et le

**"Il faut savoir renoncer à ce que l'on aime pour ce que l'on préfère. Ils nous offrent un retour à l'essentiel."**

MÉLANIE

pied levé. Car si elles se défendent d'être des exemples, Marie et Mélanie font sans doute figure d'exceptions. "Jeunesse en mouvement", un Eurobaromètre publié en mai 2011 par la Commission européenne, semblait lui attabler les jeunes à d'autres préoccupations. Du sport à la culture, les pourcentages du baromètre tiraient les jeunes vers d'autres horizons, plus communs et plus plats que ceux du bénévolat. "Ca reste évidemment une forme d'engagement. De là à dire que ça bouffe notre temps et d'autres divertissements, la réponse est non, précise Mélanie. Il faut savoir renoncer à ce que l'on aime, pour ce que l'on préfère."

A qui perd gagne, elles ont peut-être choisi de troquer certaines tranches de vie contre "un retour à l'essentiel" selon les mots de Marie. Ici, pas d'oripeaux, le handicap laisse chacun à nu. "C'est la vie dans sa simplicité et sa spontanéité. Une personne handicapée vit dans le moment présent, ajoute Marie. Si elle a envie de danser, elle danse." Et le monde, lui, peut s'époumoner à tourner.

En octobre, l'ASBL Gratte fêtera ses vingt-cinq ans. Aux côtés de Marie et Mélanie, ils sont quelques dizaines de bénévoles de 18 à 35 ans, à dégraisser leur agenda pour donner de leur temps. Beaucoup viennent d'horizons différents. "Avec notre bagage professionnel, on ressemble davantage à des cas, ajoute Marie. Certains débarquent à l'ASBL par les coups du hasard. C'était quelque part mon cas aussi quand j'ai atterri chez Gratte à l'occasion de vacances au ski. Dans d'autres cas, l'engagement est parfois longuement mûri. Sincèrement, il n'y a pas chez Gratte de profil général sous lequel épinglez les jeunes." Nul besoin donc de les alourdir de clichés car les images d'Épinal finissent toujours par s'user.

Au jeu des comparaisons, Marie et Mélanie préfèrent d'ailleurs se défilier. Là où leur virée à Esperanzah! pourrait rappeler veillées scouts et feux de camps, le parallèle zigzague une fois écartés ces poncifs-là.

D'engagement politique, il ne saurait non plus être question. "Même en traitant du handicap, ils restent dans la parole là où on entre dans le vécu", conclut Mélanie. A bon entendeur, salut.

PIERRE-YVES, AUX CÔTÉS DES JEUNES DES MAROLLES

► Pour ce travailleur social de 25 ans, la jeunesse doit être vue comme une opportunité.

Rencontre **Stéphanie Bocart**

Ce matin, les dizaines d'attractions de la Foire du Midi à Bruxelles dorment encore le long du boulevard, avant l'afflux des premiers visiteurs en début d'après-midi. Mais à une vingtaine de mètres de là, au 178 de la rue des Tanneurs, on s'affaire depuis quelques heures déjà à aménager la salle des devoirs, classer les ouvrages de la bibliothèque, ranger la ludothèque ou encore rafraîchir les murs d'un coup de peinture avant la rentrée de septembre. Fondée en 1956 au cœur du quartier des Marolles, la Maison de jeunes en milieu populaire vient de fêter cette année ses cinquante-cinq ans d'existence. Lieu d'échanges, de rencontres et de mises en projets, le Club de jeunesse de la Maison de jeunes est accessible du lundi au dimanche à tous les jeunes du quartier âgés de 8 à 26 ans. "La fonction de base du Club est l'accueil, c'est-à-dire que les jeunes ont un local à leur disposition pour y faire toutes sortes d'activités libres; rien n'est imposé. Bien sûr, il y a des animateurs mais il n'y a pas d'activités obligatoires", décrit Pierre-Yves Lux, coordinateur du Club de la jeunesse depuis deux ans et demi. En moyenne, on touche une cinquantaine de jeunes par jour, pour un total de 350 à 500 jeunes par an. Au-delà, la Maison de jeunes - qui regroupe également l'AMO (Aide en milieu ouvert) "Cars" et le CEC (Centre d'expression et de créativité) "Les mercredis artistiques" - propose une aide scolaire, des ateliers et activités socio-culturelles dont "la mission est de rendre nos jeunes un peu plus citoyens", précise Pierre-Yves. Comment? "En les sensibilisant au travail en groupes, à l'écologie, au recyclage, etc." Au cours, par exemple, d'un atelier "journal" lors duquel les jeunes rédigent un périodique ou d'un atelier d'expression où "ils se mettent en projet de manière relativement autonome, en faisant de la musique, du théâtre..." Diplômé en agronomie, Pierre-Yves confie avoir "un parcours un peu atypique pour quelqu'un qui travaille dans le secteur de la jeunesse". Si le jeune homme de 25 ans a été actif dans le scoutisme et dans l'associatif pendant ses études, "je me suis retrouvé dans le secteur de la jeunesse un peu par hasard". En sortant de ses études, il ne trouve dans l'agrone-



Pierre-Yves Lux est le coordinateur du Club de jeunesse d'une maison de jeunes.

mie "rien qui me tentait" et répond à une offre d'emploi pour une Maison de jeunes, où il décroche son "premier boulot" en tant que coordinateur du Club de jeunesse. "Le secteur de la jeunesse me plaît énormément. C'est un secteur dynamique dans lequel il y a beaucoup de choses à faire. Je trouve vraiment ma place dans le travail humain, c'est passionnant", s'enthousiasme-t-il.

En contact quotidien avec les jeunes, Pierre-Yves et la dizaine d'animateurs du Club de jeunesse œuvrent à leur "permettre à reprendre confiance en eux, acquérir et développer de nouvelles compétences pour qu'ils puissent demain entrer dans la société en tant qu'acteurs et non spectateurs".

Mû par ces défis, le jeune coordinateur n'en demeure pas moins conscient des

**"La jeunesse est vue comme une épine dans le pied de la société alors que, demain, ce sera elle qui gèrera la société; il faut donc l'inclure dès aujourd'hui."**

réalités socio-économiques de la population des Marolles. "Cent pour cent de notre public est issu de l'immigration, maghrébine pour la grande majorité, et vit assez souvent dans des familles précarisées", indique-t-il. Et de constater par ailleurs "un repli communautaire assez important". En cause? "Le quartier des Marolles est en train de se développer avec la partie haute qui s'embellit et est habitée par une population plus aisée, contrairement au bas des Marolles. Il n'y a donc pas de mélange et les jeunes issus de l'immigration maghrébine vivent surtout entre eux et ont beaucoup de difficultés à s'ouvrir à l'extérieur. Notre travail consiste donc aussi à ouvrir ces jeunes sur l'extérieur. Ce n'est pas évident. D'autant que la mixité dans les écoles du quartier est très faible et que la population des Marolles est, me semble-t-il, négligée et sous-estimée." Les jeunes qui fréquentent le Club de jeunesse "participent en général quasi tous à l'aide scolaire, poursuit Pierre-Yves. On les suit au fil de toute leur scolarité, parfois jusqu'à l'école supérieure. C'est très valorisant pour le jeune et les animateurs de les voir évoluer comme cela et de voir qu'ils tentent l'école supérieure et que cela peut marcher". Car avec un taux de chômage des jeunes bruxellois de moins de 25 ans de 35 %, "il est clair que beaucoup sont désespérés et s'interrogent sur leur avenir. Et effectivement, des tensions peuvent naître de ce chômage important et de cette précarité économique". Mais "la richesse de Bruxelles est d'avoir un milieu associatif pour la jeunesse qui est assez développé et fournit un travail de qualité", défend Pierre-Yves, qui regrette que les Maisons de jeune soient encore "trop peu connues". Au vu du rôle qu'elles jouent dans la société auprès des acteurs de demain et des outils qu'elles peuvent instaurer pour éviter les crises éventuelles, "ces structures mériteraient d'être mieux connues et mieux soutenues", plaide celui qui est également membre du Conseil de la jeunesse. "La jeunesse est vue comme une épine dans le pied de la société alors que demain, ce sera elle qui gèrera la société; il faut l'inclure dès aujourd'hui. Elle doit donc être vue plutôt comme une opportunité", soutient Pierre-Yves, qui encourage par ailleurs "les jeunes motivés qui ont des choses à dire" à "s'investir et créer des paroles collectives à transmettre aux politiques".

QUAND LES JEUNES S'EN MÊLENT



Ancien ou actuel responsable de différentes associations de jeunesse (étudiantes, scouts, jeunesse politique...)  
→ Rodolphe.sagehomme@yaho.fr

► Ce 12 août s'achève l'année internationale de la jeunesse ! Le moins que l'on puisse dire est que les jeunes n'auront pas déçu.  
► Ils ont été aux rendez-vous de l'Histoire lors des révolutions arabes, dans les mouvements d'indignation. En Belgique, aussi.



**L**e 12 août 2010 débutait l'année internationale de la jeunesse, à l'initiative de l'Onu. Une année placée, pour les jeunes et ceux qui les observent, sous le signe de l'espérance. Espérance de voir la jeunesse contribuer à changer le monde. Espérance de voir la nouvelle génération progresser dans ses projets de vie. Espérance aussi de voir les responsables de notre monde accorder une place plus importante aux jeunes. Il y a un an, paraissait une opinion intitulée "Faire confiance aux jeunes" 99. Un an après, le moins que l'on puisse dire est que les jeunes n'auront pas déçu en cette année ! Mais il reste de nombreux défis à relever...

En 2011, les jeunes auront été aux rendez-vous de l'Histoire, surtout par un fait majeur : les révolutions arabes, qu'ils auront déclenchées et menées. Renverser des dictatures, démocratiser les régimes autoritaires arabes : voilà un défi réputé impossible que les jeunes auront essayé de relever en 2011. Qu'elles aient abouti dans plusieurs pays, comme en Tunisie et en Égypte, ou qu'elles restent à faire aboutir dans d'autres, notamment en Syrie ou le régime sanguinaire massacre encore chaque jour son peuple, ces révolutions arabes, fait historique majeur depuis la chute du mur de Berlin, sont

marquées du sceau indélébile de la jeunesse; grâce à son espoir, qui fait toute sa vigueur et sa richesse, que des lendemains meilleurs sont toujours possibles. En me rendant, au mois d'avril, en Tunisie et en Libye, j'ai pu constater à quel point les jeunes aspiraient à un nouveau modèle chez eux, mais aussi à des partenariats avec l'Occident. Notre responsabilité, comme jeunes européens, est de soutenir la mise en place effective de la démocratie dans ces pays. Toute association de jeunesse devrait réfléchir à prendre des initiatives pour mettre en place des partenariats concrets, qui contribueront aussi à établir des ponts entre les cultures. Le Conseil de la Jeunesse de la Communauté française l'a d'ailleurs bien compris, lui qui travaille dans le sens d'une collaboration avec les jeunes tunisiens pour la mise en place d'un Conseil de la Jeunesse dans ce pays. Il est intéres-

sant de relever que le thème de l'année internationale de la jeunesse écolée était "dialogue et compréhension mutuelle", et qu'il indique clairement la voie à suivre. En Belgique également, les jeunes auront démontré leur énergie, leur capacité d'indignation et de rassemblement, assorties à l'espoir du changement. En se mobilisant plusieurs fois pour la mise en place rapide d'un gouvernement, ils ont exprimé leur volonté de participer au débat. Une fois de plus, ce sont les jeunes qui ont été à la tête des mobilisations citoyennes, démontrant la confiance que notre société peut placer dans l'idéal de sa jeunesse. Dans l'accord de gouvernement fédéral, des thèmes seront essentiels pour les jeunes. Enjeux fondamentaux que j'identifiais l'année passée et qui restent évidemment toujours d'actualité :

1. L'allongement de la vie d'abord. La jeune génération ne sera prête à supporter le coût croissant du vieillissement que si des mesures continuent à être prises pour lui permettre de se lancer dans la vie et d'accéder à l'emploi. Cette priorité, couplée à l'investissement dans la formation, est un élément essentiel de solidarité qui permettra d'augmenter le taux d'emploi et, par conséquent, le bien-être dans la société.

2. La réforme institutionnelle : Elle ne pourra aboutir que dans le dialogue et l'ouverture à l'autre. Les jeunes de la génération actuelle n'ont pas connu le mur de Berlin, ni les postes douaniers entre États. Une "génération Erasmus" fait une partie de ses études à l'étranger. Les jeunes ne veulent pas construire de nouveaux murs. La réforme à venir devra donc maintenir des liens de solidarité, d'échanges et de rencontres dans un cadre fédéral, et viser non pas à séparer les communautés et régions mais à les unir, chacune avec une autonomie certaine, au sein d'un projet Belgique chapeauté par un projet Europe.

## Les émeutes montrent à quel point l'oubli ou la confiscation de l'avenir de la jeunesse ou d'une de ses franges, est toujours sanctionné.

Un troisième événement, toujours en cours, ne peut être passé sous silence : les émeutes en Angleterre. Elles ne sont pas le fait de la jeunesse anglaise dans son ensemble, mais les actes posés par une minorité interpellent. La société ne doit, au moment des faits, ne réserver aucune tolérance pour ces comportements inacceptables de casseurs. Par contre, dans l'analyse, il importe de tenir compte des causes qui mènent à cette violence. Un enfant ne naît pas violent. Il le devient par les circonstances de la vie.

A cet égard, même si cela ne fait pas toujours plaisir à entendre, les émeutes, anglaises aujourd'hui, françaises ou grecques hier, montrent à quel point l'oubli ou la confiscation de l'avenir de la jeunesse ou d'une de ses franges, est toujours sanctionné, tôt ou tard.

Ces trois événements majeurs, chacun à leur échelle, sont un appel clair, presque une démonstration, indiquant qu'il est plus que jamais nécessaire "d'investir" dans le capital humain et les perspectives d'avenir des 0-25 ans. En Belgique comme ailleurs, des plans concrets, coordonnées entre gouvernement et représentants des jeunes à destination des 0-25 ans ou des 15-25 ans, qui répondent à leurs

préoccupations actuelles et futures, sont plus que jamais nécessaires.

Ces mobilisations, où le rôle des jeunes a été mis en avant, ne sont pas le fruit du hasard. Certes, elles émanent, dans les deux premiers cas du moins, d'un idéal d'engagement dans la société avec pour aspiration des valeurs de démocratie, de liberté, de respect. Mais elles sont également dues aux craintes des jeunes par rapport à l'avenir et à la précarité vécue actuellement par beaucoup d'entre eux, notamment en termes d'emploi. Si en Belgique, des initiatives positives ont été prises pour favoriser l'accès au travail et la formation des jeunes, il n'en est pas de même partout et ce défi reste largement à relever.

Et si la société ou ses responsables regardent parfois d'un regard bienveillant les "révolutions", les ambitions d'avenir, les projets de la jeunesse pour demain, ces derniers sont souvent confisqués en route. Or les jeunes sont la société de demain, sont des gages de changements et de progrès. Ils doivent être écoutés, entendus et crédibilisés, alors que dans l'horizon actuel, de manière générale, un écho trop faible est donné aux initiatives quotidiennes qu'ils prennent, aux défis incroyables qu'ils se montrent prêts à relever. Il leur reste donc, en Belgique et ailleurs, à entretenir leur audace, à faire davantage écho de leurs ambitions et à continuer à s'unir pour porter des messages, que cela soit spontanément, dans les organes prévus à cet effet ou sous toutes formes de collaborations entre jeunes ou avec des jeunes, comme par exemple sous forme d'une "Union nationale des jeunes" à élaborer.

Il y a un an, je terminais l'opinion par la phrase "Tant qu'il y a des jeunes, il y a de l'espoir". La conclusion vaut toujours aujourd'hui ! Faisons-leur confiance !

→ (1) "Faire confiance aux jeunes", LLB 12/8/2010

## LES JEUNES D'AUJOURD'HUI, DES IRRESPONSABLES ?

**L**e 12 août dernier s'achevait l'année internationale de la jeunesse. Une année riche en événements, durant laquelle les jeunes ont clairement manifesté le souhait de voir le monde changer. Bilan avec Rodolphe Sagehomme, 30 ans, qui, en plus d'avoir été responsable de différentes associations de jeunesse (scoutisme, associations étudiantes, jeunesses politiques, équipes Saint-Michel...), est aujourd'hui échevin à Jalhay et sénateur suppléant cdH.

### Les jeunes n'auront pas déçu cette année...

C'est vrai. En 2011, ils ont été au cœur de l'actualité. On a eu de leur part de très beaux messages universels. Ils auront même été au rendez-vous de l'Histoire pour un fait majeur : les révolutions arabes qu'ils ont endéchées et menées avec courage et détermination en Tunisie, en Égypte, en Libye et en Syrie. En Belgique, ils ont été la cheville ouvrière des mobilisations citoyennes pour la mise en place rapide d'un gouvernement. Les Journées mondiales de la jeunesse de Madrid sont également un beau message d'espérance de la part des jeunes. Enfin, les émeutes en Grande-Bretagne ne peuvent être ignorées. Elles ne sont pas le fait de la jeunesse anglaise dans son ensemble, mais les actes posés par une minorité interpellent. La société ne doit, au moment des faits, réserver aucune tolérance pour ces comportements inacceptables de casseurs. Par contre, dans l'analyse, il importe de tenir compte des causes qui mènent à cette violence. Un enfant ne naît pas violent. Il le devient par les circonstances de la vie.

### Et que vous inspirent les Indignés? Ne font-ils pas eux aussi partie de ces jeunes qui se mobilisent pour un monde meilleur?

Une partie des indignés sont des jeunes, par exemple des jeunes diplômés, qui refusent d'être une "génération perdue" et veulent, notamment, trouver de l'emploi. C'est essentiel. Mais si je n'ai pas cité les indignés ci-dessus, c'est parce qu'on trouve parmi ce mouvement bien d'autres personnes que des jeunes, et notamment des profils plus anarchistes.

### Pourquoi est-ce si important à vos yeux de mettre en avant le combat des jeunes pour une société plus juste, plus humaine ?

Parce que dans la vie de tous les jours, on parle rarement de la jeunesse en termes positifs. Or, ici, on a vu les jeunes relever des défis incroyables, renverser des dictatures que l'on



croit indéboulonnables, défendre des valeurs de démocratie, de liberté, de respect et de solidarité. Ils ont montré de quoi ils étaient capables. À eux, maintenant, de poursuivre dans cette voie et d'aller jusqu'au bout de leur engagement. Et à nous de leur faire confiance, car ils sont l'avenir de la société.

### Est-ce que vous n'avez pas l'impression que, chez nous, les jeunes se mobilisent surtout quand on touche à leur pouvoir d'achat, à leur bien-être matériel ?

Il faut faire attention aux généralités. La révolution tunisienne, par exemple, n'est pas partie de nulle part. Au-delà de l'aspiration à la démocratie et à la liberté, il y avait aussi une aspiration à de meilleures conditions de vie. À contrario, je n'ai pas l'impression que les mobilisations citoyennes auxquelles nous avons assisté en Belgique au début de cette année par rapport au blocage politique dû aux nationalistes flamands étaient motivées par des questions de pouvoir d'achat. Ce que réclamaient ces jeunes belges, c'était la mise en place rapide d'un gouvernement. Rien d'autre. Cela étant, il est vrai que chez nous, on se mobilisera plus vite pour des questions matérielles que pour de grands enjeux. Mais je pense que là, c'est plutôt dû à notre modèle de société. Les moins jeunes se mobilisent d'ailleurs encore plus facilement pour des questions matérielles, me semble-t-il.

### N'est-il pas difficile d'être jeune dans une société vieillissante ?

Personnellement, je vois ça de manière plutôt

positive. Le vieillissement de la société, c'est avant tout, de mon point de vue, une formidable avancée : on meurt moins jeune qu'avant. Et cette mutation qui voit aujourd'hui cohabiter trois, quatre générations est l'occasion d'imaginer de nouvelles organisations de la société, de nouvelles sociétés intergénérationnelles qui sont essentielles. Par ailleurs, personnellement, je trouve cela plutôt excitant d'être jeune dans le monde actuel. En effet, on est face à de grands défis, à une multitude de possibilités, notamment grâce aux nouveaux moyens de communication. Les jeunes de la génération actuelle n'ont pas connu le mur de Berlin, ni les postes douaniers entre États. Certains d'entre eux ont fait une partie de leurs études à l'étranger. Les jeunes ne veulent pas construire de nouveaux murs. Ils ont, s'ils le souhaitent, le monde comme champ d'action. Les jeunes s'engagent beaucoup moins que par le passé dans la vie politique. Est-ce que c'est quelque chose que vous regrettez ?

Personnellement, j'encourage les jeunes à s'engager en politique, car ils ont des choses à y dire, et pas seulement dans les matières qui les concernent directement. Et puis, c'est une expérience enrichissante, une aventure humaine, qui vaut la peine d'être vécue. Je suis d'ailleurs à la disposition de ceux qui veulent mieux comprendre comment fonctionne le monde politique, quelles que soient leurs opinions.

Recueilli par Pascal ANDRÉ

Contact : rodolphe\_sagehomme@yahoo.fr.

## A VOTRE SERVICE, CITOYENS

## Repères

## 210 programmes

► **Service civique**, service civil, service de jeunesse ou encore service citoyen... La formulation et le modus operandi varient d'un pays à l'autre, mais correspondent toujours à la philosophie et à la définition internationale du "Youth Service". Avec une même finalité : proposer à des jeunes de 16 à 30 ans de se mettre pendant quelques mois à temps plein (ce qui différencie la formule du volontariat classique) au service de projets utiles à la collectivité. Les participants bénéficient en contrepartie d'une aide financière des pouvoirs publics leur permettant de subvenir à leurs besoins.

A l'heure actuelle, 210 programmes de ce type existent dans 57 pays. Selon les cas, le service citoyen y est obligatoire ou volontaire. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet de cette année, les jeunes Allemands avaient, par exemple, le choix entre effectuer un service militaire ou une alternative civile obligatoire – choix qui se fera désormais sur une base volontaire. En moyenne, entre 80 000 et 145 000 jeunes optaient chaque année pour la seconde formule.

► **En Belgique**, la Plateforme Service Citoyen a vu le jour en 2008 à l'initiative de quatre associations. Elle compte aujourd'hui 36 membres parmi lesquels on trouve notamment la Croix-Rouge ou encore l'Union francophone des magistrats de la Jeunesse. De vocation fédérale, la Plateforme

commence également à développer son réseau au nord du pays. Son objectif est d'obtenir un cadre légal pour la mise en place d'un Service Citoyen dans notre pays. Celui-ci serait accessible à tous les jeunes âgés de 18 à 25 ans et se ferait sur base volontaire (dans un premier temps tout au moins) pour une période allant de six à neuf mois. "L'idéal serait par exemple d'effectuer trois mois dans sa communauté, puis trois mois dans l'autre", commente le directeur de la Plateforme, François Ronveaux. De plus, la volonté étant de s'inscrire dans la perspective de voir émerger une conscience citoyenne européenne, une partie de ce service pourrait peut-être à terme s'effectuer dans un pays voisin.

G.T. [www.service-citoyen.be](http://www.service-citoyen.be)

## L'impression gratifiante de "se sentir utile"

## ► Camille a fait de la sensibilisation aux écogestes dans des quartiers de logements sociaux.

Juriste de formation, Camille a effectué plusieurs boulots d'intérim avant de se laisser tenter par l'expérience du Service citoyen. "J'ai toujours aimé le volontariat. C'est quelque chose qui, plus qu'un travail, constitue vraiment un engagement, confie-t-elle. De plus, la mission que l'on me proposait est tombée à un bon moment car je terminais un intérim. Elle était très intéressante et correspondait plus à mes aspirations que les jobs rémunérés que j'avais pu décrocher jusque-là." Depuis quelques mois, Camille met donc cet enthousiasme au service de l'association "Habitat et Rénovation" à Forest. "C'est une ASBL qui travaille sur des projets de cohésion sociale dans des quartiers de logements sociaux. L'objectif de ma mission est d'améliorer la qualité de vie des habitants en travaillant avec eux plus spécifiquement sur les économies d'énergie. Cela comprend un suivi régulier de certaines familles. On les rencontre pour voir où elles en sont et ce qui est faisable en fonction de leurs moyens financiers. L'idée n'est pas de venir avec nos gros sabots pour leur dire ce qu'elles doivent faire, mais vraiment de mettre l'environnemental au service du social. On veut essayer de réduire les inégalités en permettant à des personnes plus précarisées d'accéder à des services écologiques dont elles tirent un bénéfice, notamment en faisant des économies d'énergie. Il y a également un projet d'ateliers collectifs pour apprendre, par exemple, à lire une facture de gaz et d'électricité. Un troisième aspect consistait à mener avec ces personnes un travail de réflexion sur leurs besoins ou sur ce que représente la notion d'environnement à leurs yeux", poursuit Camille.

Un travail qui demande forcément une période d'apprivoisement, mais qui apporte des petits résultats concrets, comme cette famille "accro" aux coûteux produits d'entretien ménager qui a découvert l'étonnante efficacité de l'association vinaigre-bicarbonate. Mais en cinq mois, "il était utopique d'arriver à de gros résultats", note notre interlocutrice, qui estime néanmoins avoir pu jeter les bases d'un travail de fond. Autre difficulté: "On s'est rendu compte qu'il y a des familles pour qui ces écogestes sont dérisoires. Elles ne savent pas payer leurs factures, non parce qu'elles consomment trop, mais parce qu'elles n'ont tout simplement pas d'argent. On a donc dû rectifier le tir."

A titre personnel, cette expérience reste très positive pour Camille puisqu'elle débouche sur un emploi au sein de l'association. "Plus largement, le sentiment qui ressort parmi les volontaires, c'est que c'est vraiment du donnant-donnant. C'est valorisant et tout ce qu'on donne revient puissance mille. Lors d'une de nos réunions, j'ai entendu de nombreux volontaires dire que c'était une des premières fois qu'ils se sentaient utiles. On a le sentiment de construire, d'apporter sa petite pierre à la société. Cela fait énormément de bien." Cependant, observe-t-elle plus prosaïquement, s'engager dans une telle formule nécessite de bénéficier en retour d'une aide financière suffisante qui, sans être un salaire, permette au volontaire de vivre. "Dans mon cas, malgré l'aide reçue, si je n'avais pas eu mes allocations de chômage, je n'aurais pas pu faire ce Service citoyen."

G.T.

## A VOTRE SERVICE, CITOYENS

► Une trentaine de jeunes ont expérimenté le "Service citoyen".

► Un stage au service de la collectivité dont les bénéfices sont doubles.

Prendre part à l'entretien d'une réserve naturelle ou à l'encadrement d'enfants dans un centre pour demandeurs d'asile; encourager des familles précarisées à adopter des écogestes ou donner un coup de pouce dans une entreprise de travail adapté... Quelques exemples parmi d'autres des expériences enrichissantes auxquelles a pris part la trentaine de jeunes à avoir accepté de servir de "cobayes" au projet pilote porté par la "Plateforme Service citoyen".

Le 30 août, une cérémonie de clôture et de remise des diplômes sera organisée en leur honneur à la Chambre. L'occasion de faire le bilan d'un projet qui, c'est du moins ce qu'espèrent ses promoteurs, est appelé à s'étendre. "L'objectif de la Plateforme est d'obtenir une loi fixant un cadre réglementaire pour la mise sur pied d'un Service citoyen en Belgique, comme c'est déjà le cas dans de nombreux pays", explique son directeur François Ronveaux (lire aussi l'encadré "Repères").

Partout, les constats qui ont amené les Etats à organiser ce type de service civique sont peu ou prou les mêmes. Face à une société qui s'est hyper-individualisée et où le ciment social s'est fortement délité, les jeunes sont en manque de repères. Et dans un univers où même un diplôme n'apporte plus la garantie d'un horizon professionnel dégagé et où la période de l'"adulthood" tend à s'étirer, la tentation est grande de se désengager.

"Tous les jeunes ont pourtant la même envie d'être utiles et intégrés dans la société", relève notre interlocuteur pour qui offrir l'opportunité de se consacrer quelques mois au service de la collectivité permet tout à la fois d'être utile à la société et de s'épanouir sur le plan personnel. "Ce stage est en quelque sorte une période de transition qui offre un temps de maturation". L'occasion d'un "rebound" aussi, pour des personnes qui ont égaré la boussole de leur

orientation scolaire ou professionnelle. "Une telle expérience permet d'acquiescer une certaine reconnaissance sociale et de l'estime de soi. Elle peut aussi aider à structurer sa vie – par rapport à des problèmes de ponctualité, par exemple –, tout en redynamisant la conscience civique. C'est un stage au service de la citoyenneté". S'il n'est pas la panacée, le Service citoyen est un des outils parmi d'autres pour répondre à ce mal-être, juge encore M. Ronveaux.

Les résultats de cette première phase-test sont en tout cas encourageants. Sur les 32 volontaires, 26 sont allés au bout de l'aventure. Quatre de ces abandons sont toutefois des abandons "positifs" puisque liés à la concrétisation d'un contrat de travail ou au choix de reprendre des études.

"Les volontaires avaient en moyenne 22 ans avec des niveaux d'études très variés, allant du diplôme primaire à l'universitaire. Les trois-quarts d'entre eux avaient un statut de demandeur d'emploi (en stage d'attente ou indemnisé) ou bénéficiaient du CPAS. Les stages ont duré de cinq à six mois, mais c'est trop juste car il faut un peu de temps pour que les choses se mettent en place. Durant cette période, ils percevaient une indemnité de 10 € par jour plus leurs frais de déplacement. Ils ont consacré 70 % de leur temps à une mission principale; 10 % à une mission secondaire pour forcer une certaine diversité et 20 % à des ateliers de formation qui étaient l'occasion d'échanger les expériences et d'évaluer comment les choses avançaient. Tout était bien balisé. Nous avons mis en place un système de tutorat dans les services d'accueil et il y avait un suivi pour s'assurer que les missions confiées aux volontaires étaient bien adaptées à la philosophie du Service citoyen." Car le but n'est évidemment pas de faire du travail administratif pendant une journée, mais bien de remplir des tâches qui ont une valeur sociale ajoutée.

"C'est une période de recul engagé où l'on se découvre par l'expérience.

Un stage au service de la citoyenneté."

Si tout n'est pas parfait et s'il a fallu procéder à certains recadrages, le bilan répond globalement aux attentes, se réjouit François Ronveaux. "Les participants se sont appropriés immédiatement les choses, on a eu le sentiment que cela remplissait un vide."

La prochaine étape visera à dupliquer en Belgique l'initiative française "Méditerranée" qui vise à sensibiliser des populations socialement défavorisées à une série de gestes leur permettant de réduire la "f(r)acture verte" dont les coûts sont autant écologiques qu'économiques. Avec l'espoir de voir progressivement l'expérience du Service citoyen convaincre les responsables politiques de l'utilité d'offrir à des jeunes en quête de sens la possibilité d'être acteurs de leur société.

Gilles Toussaint



# DU CÔTÉ DES ORGANISATIONS

Appel aux OJ !	32
Projet « Espace non sécurisé »	33
BE Larp : Avatar 2011	33
Les 25 ans de Gratte	33
Cellule de crise GCB	34
Flashday GCB le 15 octobre	35
Le Patro partout !	35
Un nouveau président au Patro	36
JOC Namur : « Los Plantos Playa »	36
Revue de presse	37

.....

### Appel aux OJ !

Pour que vive cette rubrique, nous avons besoin de vous. Une annonce, un compte-rendu d'activités, un sujet qui vous tient à cœur et que vous souhaitez partager ? C'est avec plaisir que nous les publierons dans le CORRESPONDANCE.

Il en va de même pour les articles de presse qui parlent de vous.

Merci de les envoyer par la poste ou à l'adresse électronique suivante : [correspondance@cjc.be](mailto:correspondance@cjc.be)

### PROJET « ESPACE NON SÉCURISÉ »

Le CJD participera au projet « Espace non sécurisé » de la Ligue des Droits de l'Homme qui se déroule place Houwaert à Saint-Josse-ten Noode du 3 septembre au 15 octobre.

Le vendredi 16 septembre (de 18h30 à 20h), le CJD animera un « Apéro (thé et Patis) » sur le thème de la réforme du Code de la Nationalité.

Vous pourrez aussi poser toutes vos questions en matière de Droit des Etrangers lors des permanences du CJD qui se tiendront dans le container de la Ligue des Droits de l'Homme le jeudi 22 septembre de 14 à 17h, le jeudi 6 octobre de 13h30 à 16h30 et le vendredi 14 octobre de 14 à 17h.

### PLEIN SUCCÈS POUR AVATAR 2011

Le grand jeu de rôle grandeur nature, Avatar, organisé chaque été par BE Larp, a eu lieu du 28 au 31 juillet.

Chaque année, cet événement, rassemblant reconstitution médiévale, costumes en tous genres, chevaux et fantastique, donne aux amateurs de jeu de rôle l'occasion de se réunir à très grande échelle et de s'adonner à une passion partagée aussi bien par les jeunes que les un peu moins jeunes !



### 8 OCTOBRE : UN FESTIVAL POUR LES 25 ANS DE GRATTE !

Entre Camping Sauvach et Seamos sur la grande scène, les animations de l'après-midi (kicker géant, bal folk, atelier de tag de rue...) et les nombreuses surprises, la fête est assurée. 40 bénévoles travaillent depuis des mois d'arrache-pied pour que ces 25 ans soient mémorables. Venez profiter de cette ambiance festive, folklorique et dynamique, que vous connaissiez Gratte ou non, vous êtes tous les bienvenus !

**Quand ?** Le 8 octobre 2011 à partir de 15h

**Où ?** Au Parc à Mitrailles (Avenue des Combattants 19B 1490 Court-St.-Étienne)

**Prévente :** 10/15 euros (gratuit pour les enfants)

**Inscriptions :** [www.25ansgratte.be](http://www.25ansgratte.be)



### CELLULE DE CRISE DES GUIDES : À L'ÉCOUTE DES CAMPS

Pour la 11ème année consécutive, les Guides Catholiques de Belgique ont ouvert les lignes de leur cellule de crise durant les deux mois de vacances d'été.

Les objectifs d'une telle cellule : écouter, rassurer, guider tous les membres de la fédération qui le souhaitent, mais également les parents des jeunes, selon leur demande. Ce service est notamment mis

en place afin de prêter main forte aux groupes qui l'appellent en cas de pépin au camp : accidents, intoxication, conflits, maladies, intempéries... Quel que soit leur problème, les animateurs peuvent appeler le numéro (0498/94 22 02) et une chose est sûre : la cellule de crise les soutiendra quoi qu'il arrive !

#### Qui se cache derrière la cellule de crise ?

De jour comme de nuit, des personnes sont de garde, toujours prêtes à répondre au moindre appel. En tout, ce sont plus de quarante personnes, bénévoles et permanents, qui décrochent le téléphone 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Tous sont formés à recevoir les demandes d'aide mais aussi à gérer le stress de la personne qui appelle. De plus, la cellule de crise peut compter sur des personnes « départs immédiats » : besoin d'un coup de main pour gérer un problème sur le camp ? Une équipe est prête à partir à toute heure, que ce soit en Belgique ou à l'étranger, pour accompagner et aider les jeunes au cœur de leur camp.

#### Une collaboration étroite avec un réseau de professionnels

Néanmoins, la cellule de crise ne prétend pas pouvoir résoudre tous les problèmes toute seule. C'est pourquoi elle travaille en étroite collaboration avec d'autres professionnels (juristes, médecins, psychologues, etc.) ou des institutions spécialisées (SOS Enfants, Croix-Rouge de Belgique, etc.) pouvant l'aider à solutionner des situations problématiques plus spécifiques et/ou plus graves. Ainsi, lorsque quelqu'un appelle, il est en contact avec tout un réseau de personnes qui vont unir leurs énergies pour apporter une réponse à sa demande.

Depuis cette année, la cellule de crise travaille également en collaboration avec l'Institut royal météorologique (IRM) : dès que le temps risque de causer des dégâts en Belgique (tempêtes, orages, vagues de chaleur, grêle, ...), la cellule de crise reçoit une alerte et peut dès lors agir en conséquence, en prévenant par exemple les groupes de l'arrivée des intempéries.

#### La cellule de crise 2011 en quelques chiffres

La 11ème édition de la cellule de crise Guide, ce fut...

- ... un téléphone ouvert 24h/24 durant 70 jours (et 70 nuits) ;
- ... 40 personnes qui se sont relayées pour le décrocher ;
- ... une vingtaine de collaborations avec des professionnels extérieurs ;
- ... plus de 120 appels reçus, et autant de demandes soutenues.

Grâce à l'implication de chacun, bénévoles comme professionnels, la cellule de crise a une fois de plus démontré l'efficacité d'une assistance accrue pour nos jeunes en camp.

### LES GUIDES CATHOLIQUES DE BELGIQUE VONT FAIRE LA FÊTE LE 15 OCTOBRE !

Le Flash Day 2011 est une journée de remerciement organisée par les bénévoles et pour les bénévoles en plein cœur de Bruxelles.

Cet événement est une façon de remercier nos volontaires GCB pour leur implication continue au sein de notre mouvement. En effet, dans notre société actuelle fragilisée par des crises économiques et sociales, le volontariat est plus qu'indispensable. Vital.

Le Flash Day s'inscrit aussi dans la préparation du centenaire des Guides Catholiques de Belgique qui aura lieu dans 4 ans.

Nous attendons donc 2000 de nos jeunes pour une journée riche en émotions qui se déroulera en deux étapes :

- un Flash mob géant qui aura lieu sur la Place du Jeu de Balles dans le quartier des Marolles au vu des passants ;
- le groupe belge Suarez qui se produira, après quelques surprises, à l'Ancienne Belgique pour un concert privé.

Pratiquement :

**Pour qui :** les Horizons, les animateurs, chefs d'Unité, formateurs, Routiers et cadres des Guides.

**Quand :** le 15 octobre 2011 de 14h30 à 22h30

L'événement est gratuit mais l'inscription est obligatoire sur le site des GCB ([www.guides.be](http://www.guides.be)).

### LE PATRO, PARTOUT, PARTOUT, PARTOUT !

D'ici peu, 6 nouvelles antennes du Centre Fédéral des Patros ouvriront leurs portes à Liège, Libramont, Charleroi, Bruxelles, Namur et Mons.

Ces bureaux permettront une plus grande proximité entre le centre fédéral, ses permanents et les patros. L'objectif est en effet de mieux soutenir et accompagner les patronnés. Ce projet s'inscrit dans la continuité de la recherche-action menée par le Patro durant l'année 2009-2010 et qui a permis de mettre en exergue certains besoins et attentes de nos membres.

L'ouverture de ces antennes permettra également à nos groupes de mieux s'inscrire dans leur environnement et de prendre une part plus active à la vie locale.

Le développement de ces actions de décentralisation visent à faire du Patro un mouvement toujours plus fort et en pleine expansion.

## DES JEUNES QUI DÉBORDENT DE VOLONTÉ



## UN NOUVEAU PRÉSIDENT POUR LE PATRO !

Le 25 juin dernier, lors de l'Assemblée Pédagogique (instance décisionnaire du Patro en termes d'orientations pédagogiques composée essentiellement de bénévoles), Aurel Mariage a été élu en tant que président de la Fédération Nationale des Patros.

Aurel vit le Patro depuis son plus jeune âge. D'abord au Patro Saint Martin d'Havelange, ensuite au sein de la régionale des patros de Ciney-Dinant-Beauraing, enfin en tant que cadre fédéral. Un beau parcours patro et un investissement varié qui annoncent un mandat haut en couleurs !

En plus de son mandat bénévole de président, Aurel partage son temps entre un poste d'animateur dans une

maison de jeunes et l'école où il est instituteur primaire. A 23 ans, l'adage bien connu « Le Patro, un mouvement pour les jeunes et par les jeunes » prend tout son sens.

Pour le contacter : aurel.mariage@patro.be.

## JOC NAMUR : « LOS PLANTOS PLAYA »

Après « Bruxelles les bains » et « Liège sur sable », « Los Plantos Playa » se déroulait les 26 et 27 août derniers dans le quartier de La Plante de Namur. Le principe est simple : tout le monde était le bienvenu pour y poser son transat, sa chaise de plage et se réapproprier l'espace commun pour passer un moment convivial ensemble, que ce soient des Jocistes ou des promeneurs, ou encore des joggeurs du Ravel tout proche.

L'occasion de discuter des combats du moment, comme l'expulsion d'une famille du quartier de La Plante, mais aussi d'oublier les tracas du quotidien autour d'un verre et d'un pain saucisse en compagnie des amis.

La JOC Namur, convaincue par cette première expérience, vous donne rendez-vous l'an prochain ! Elle compte bien faire de cet essai, un rendez-vous incontournable du paysage associatif namurois.

**Contact et infos** : Martin Lafontaine, 0472/45.71.40, <http://www.joc.be>

**FLOREFFE** On la dit apathique et sans projet. Pourtant la jeunesse belge regorge d'initiatives. A l'approche de la Journée de la Jeunesse (ce vendredi), Metro vous propose de découvrir ces moins de trente ans actifs et volontaires.

Les allées du Festival Esperanzah! font autant place à l'engagement qu'à la musique. Dans la Place aux possibles, lieu d'information et de sensibilisation pour plusieurs ONG et organisations, deux jeunes hommes tentent de se faire entendre. Claudio et Brice sont ici pour présenter leur projet. Pendant de nombreux mois, avec leur groupe «Horizons sans frontières», ils ont réalisé un roman-photo sur la thématique des sans-papiers. «C'est à destination des jeunes surtout», nous dit Claudio. «Nous avons diffusé notre travail dans les écoles secondaires de Liège avec le soutien de la JOC liégeoise.» Quelques milliers de cette brochure de bonne facture et retraçant les parcours véridiques et tumultueux de ces personnes ont été diffusées. Pour Brice, ce projet est d'autant plus important que lui-même est dans une situation particulière. Jeune diplômé en mécanique, il est en attente d'un permis de travail



Ph. N. Nairy.

bien qu'ayant reçu une confirmation de son droit à rester en Belgique. Parler de cette impasse administrative était pour lui important. «Mais le groupe n'est pas uniquement composé de personnes ayant connu ou connaissant cette situation», rappelle Claudio. Preuve selon lui, que cette question concerne tout le monde.

A quelques encablures de la scène principale, un groupe assiste à la prestation d'une formation portugaise. Venues de Bruxelles, Marie et Mélanie accompagnent trois personnes atteintes d'un handicap mental. «Le but de cet asbl est d'accompagner les personnes handicapées dans des activités de loisir.» Les deux accompagnatrices



Ph. D. R.

travaillent dans le secteur, ce qui ne les empêche pas d'accorder leur temps libre. «On n'est pas dans le même cadre. Dans mon travail, je dois atteindre un objectif fixé dès le départ», nous explique Mélanie. «Ici, c'est juste le partage d'un divertissement». Voyages, sorties cinéma, et soirées jeux de société figurent au programme de l'asbl Gratte et de ses antennes régionales. Julie, présente à Esperanzah en est d'ailleurs une membre fidèle depuis huit ans, nous confie-t-elle tout sourire. Les personnes volontaires âgées de 18 à 35 ans sont d'ailleurs les bienvenues. (nn)

/// [www.joc.be/liege](http://www.joc.be/liege)  
/// [www.gratte.org](http://www.gratte.org)

## Panneau solaire, poulailler et produits bio, le patro de Wegnez revendique un camp "vert"

Partir en camp, c'est chouette. Le faire en réduisant son empreinte écologique sur la planète, c'est mieux ! Le Patro Saint-Hubert de Wegnez (Pejinstier) a compris cette nécessité.



Cindy et Frank, les présidents du patro, placent leur camp sous le signe du développement durable. ■ NL

Depuis le sentier forestier qui mène à la prairie, le camp du patro de Wegnez ressemble à tous les autres camps qui se sont installés dans la commune de Stoumont. Au milieu des tentes et des quelques constructions, des jeunes en short, foudard au cou, s'amusent. Ayragé de plus près, certains éléments du décor accrochent cependant le regard. Au milieu du pré, trône un étroit coin poulailler, des poules picorent dans un enclos et un panneau solaire vient d'être déplié. "On est très attentifs au développement durable", annonce Frank Hausmann, coprésident du Patro de Wegnez. L'an passé, on a réalisé une formation pour trouver des solutions pour rendre notre camp plus écologique et aussi plus responsable."

### "ON EST VENUS EN BUS POUR LIMITER LES EMISSIONS DE CO2"

Cindy Lerho  
COPRÉSIDENTE DU PATRO

### "NOTRE BUT EST D'ÊTRE INDEPENDANTS DU MONDE EXTERIEUR"

Frank Hausmann  
COPRÉSIDENT DU PATRO

ajoute Frank. Posé discrètement à l'entrée de la tente qui sert d'intendance, un petit panneau solaire emmagasine le moindre rayon de soleil. Les kilowatts que le panneau produit servent à se raser, recharger les GSM et les appareils photos. On a eu l'habitude de venir au stade de l'école de la commune de Wegnez, mais on a décidé de louer un terrain à la commune de Wegnez pour faire un camp durable. "Flattés par cette visite de marque, les patronnés sont encore plus décidés à continuer leurs actions "vertes". Une fois le camp terminé, ils planifient de passer au passage au camp. Après avoir visité deux autres camps scouts installés à Liernoux et Stoumont, la ministre de la Jeunesse a fait une très brève halte à La Gleize. "On a fait le tour du camp avec elle", explique Frank Hausmann, coprésident du Patro de Wegnez. "Elle s'est montrée intéressée et nous a posé des questions sur ce

Le, indique Frank. N'être but est d'être plus indépendant possible de nos activités". Ce n'est donc pas non plus "pour le fun" que trois poules picorent dans un enclos. Les gallinacées se nourrissent des déchets ménagers et pondent des œufs qui sont utilisés pour les préparations culinaires. C'est simple, mais il fallait y penser ! Dans la vie quotidienne du camp, les patronnés adoptent des comportements écologiques. Pas exemple, tout le monde se lave dans la rivière. Mais, attention, pas d'importer comment. "On utilise du savon bio et on sert de l'eau pour se savonner et se rincer. Comme ça, l'eau est filtrée par la terre, avant de rejoindre le cours d'eau. Ça limite la pollution". Une fois le rassemblement terminé à coup de sifflet, l'écologie ne s'arrête pas pour laisser place à l'amusement. Via des jeux coopératifs, entre autres, les 10 animateurs essaient de sensibiliser les enfants et les ados à l'avenir de notre planète bleue. "Le but, conclut Frank, c'est que ce qui se apprend au sein des troupes pour quand ils seront de retour chez eux."

YSAÏNE FETTES

### La ministre de la Jeunesse, Evelyne Huytebroeck, en visite au camp "LA MINISTRE NOUS A POSÉ DES QUESTIONS SUR NOS ACTIONS DURABLES"

qu'on faisait pour faire un camp durable. "Flattés par cette visite de marque, les patronnés sont encore plus décidés à continuer leurs actions "vertes". Une fois le camp terminé, ils planifient de passer au passage au camp. Après avoir visité deux autres camps scouts installés à Liernoux et Stoumont, la ministre de la Jeunesse a fait une très brève halte à La Gleize. "On a fait le tour du camp avec elle", explique Frank Hausmann, coprésident du Patro de Wegnez. "Elle s'est montrée intéressée et nous a posé des questions sur ce

# EPINGLÉ POUR VOUS

Revue de presse

40

Cette revue de presse est constituée d'une sélection d'articles autour de thématiques qui concernent directement ou indirectement les organisations de jeunesse : l'enfance, les jeunes, l'aide à la jeunesse, la vie associative, la société multiculturelle, l'emploi dans le secteur non marchand, l'Eglise en société...

Y-A-T-IL UNE CHASSE ANTI-JEUNES ?

**Le Point**

A la veille des vacances scolaires, la commission jeunesse de la Ligue des droits de l'homme (LDH) craint une recrudescence des mesures "anti-jeunes" en Belgique

qui, sous l'objectif "apparent" du maintien de l'ordre public et de sécurité des citoyens, intègrent des dispositifs menaçant les libertés des jeunes, a-t-elle fait savoir jeudi lors d'une conférence de presse. Parmi ces mesures, la

LDH rappelle, entre autres, les couvre-feux imposés aux jeunes, leur interdisant des regroupements à partir de certaines heures. (Lire nos informations en pages 8 et 9.)

**Benoît Van Keirsbilck**

Directeur du service droit des jeunes de Bruxelles

► Faut-il prendre certaines mesures exceptionnelles, comme le couvre-feu, qui est une atteinte à certaines libertés fondamentales? Que le phénomène soit approché par des mesures strictement répressives, cela pose question.



Que pensez-vous des mesures d'ordre public prises à l'encontre des jeunes, comme les couvre-feux par exemple?

C'est une grande déception de voir que les pouvoirs publics estiment devoir mettre en place des mesures répressives peut-être à l'encontre de situations difficiles à gérer et face auxquelles les communes et d'autres instances peuvent être démunies. Les discours politiques que l'on entend sont très dérangeants parce qu'ils stigmatisent l'ensemble de la jeunesse sans nécessairement faire des distinctions entre ceux qui posent vraiment problème et d'autres qui se rassemblent paisiblement.

Vous niez les problèmes rencontrés avec certains publics jeunes?

Non, pas du tout. Je pense effectivement que dans un certain nombre de lieux, quand il y a des groupes de jeunes bruyants et même dérangeants, oui cela pose problème, mais ce n'est pas nouveau, parce que ce sont des problèmes auxquels nous sommes confrontés depuis longtemps. Faut-il pour autant prendre certaines mesures exceptionnelles, comme le couvre-feu, qui est clairement une atteinte à certaines libertés fondamentales. Que le phénomène existe, cela n'est pas nié; qu'il soit approché par des mesures strictement répressives, cela pose question.

Vous percevez une discrimination entre les "bons" et les "mauvais" jeunes?

Pour certaines des mesures prises, cette dimension semble effectivement apparaître quand on constate que certains jeunes Bruxellois en particulier sont déclarés persona non grata dans des parcs d'attractions.

Certains responsables communaux vous accusent de faire de l'angélisme...

C'est un peu facile de dire cela, dès lors qu'on annonce une approche purement répressive. La répression n'a jamais rien solutionné. Cela déplace les problèmes, cela les postpose. Les jeunes à qui on interdit tel ou tel endroit vont sans doute aller poser des problèmes ailleurs. Donc de l'angélisme, c'est faire comme si les problèmes n'existaient pas. Nous ne le faisons pas. Les problèmes, ce n'est pas que les

jeunes, et on pense surtout qu'il y a des approches très différentes qui pourraient être mises en place.

Justement, très concrètement, quelles mesures alternatives à la répression préconisez-vous pour rencontrer les problèmes posés ici et là?

Le premier élément, c'est le fait qu'on a le sentiment que les jeunes sont particulièrement stigmatisés et qu'ils sont des boucs émissaires. A partir du moment où il y a le sentiment de ne pas avoir sa place dans la société, oui, alors, on montre qu'on est en marge de la société.

Là où on met en place des systèmes permettant aux jeunes de s'exprimer, quand on leur permet d'avoir un espace de parole, il y a déjà beaucoup moins de problèmes. Si vous avez en face de vous quelqu'un qui est ouvert au dialogue, c'est très différent de quelqu'un qui vient avec la force publique. Il faut associer les jeunes à la réflexion. Dans certains endroits, on privilégie une approche plus occupationnelle – construire des terrains de jeux – mais cela n'est qu'une réponse très partielle si cela ne s'accompagne pas d'une possibilité d'être entendu par les autorités locales. Les bourgmestres qui prennent une mesure de couvre-feu ont-ils pris le temps de véritablement discuter avec les jeunes, de leur accorder une représentativité?

Entretien : Jean-Paul Duchâteau

*"Si vous avez en face de vous quelqu'un qui est ouvert au dialogue, c'est très différent de quelqu'un qui vient avec la force publique. Il faut associer les jeunes à la réflexion."*

**Frédéric Daerden**

Bourgmestre de Herstal

► On a axé notre politique sur le contact avec les jeunes, plutôt que sur les interdits, les couvre-feux ou ce genre de choses. Ce n'est pas par cette technique qu'on règle le problème. Il faut éviter la facilité.



Comme bourgmestre, avez-vous déjà été amené à prendre certaines mesures d'ordre public qui s'adressent plus particulièrement aux jeunes?

Depuis que je suis bourgmestre à Herstal, il y a cinq ans, je n'ai jamais voulu prendre de mesures spécifiques orientées vers les jeunes, j'ai plutôt voulu entrer dans une logique de cohésion sociale et citoyenne. Par exemple, nous rentrons dans une politique définie par la Région wallonne et nous recevons des subsides. Nous avons, entre autres, mis en place des maisons intergénérationnelles, avec des encadrants qui permettent d'avoir un maillage entre des associations, de jeunes notamment, afin que le dialogue puisse s'installer. On essaie aussi de favoriser des investissements en infrastructure, en particulier pour le sport de rue. On a également mis en place les opérations "jobs d'été" ou "été solidaire", le conseil communal des enfants. On a axé notre politique sur le contact avec les jeunes, plutôt que sur les interdits, les couvre-feux ou ce genre de choses. Un autre élément, c'est le système des sanctions administratives que nous avons mis en place pour essayer de lutter contre les incivilités, mais nous avons voulu avoir une

réflexion par comportements et non par catégories de population; on n'a pas voulu stigmatiser les jeunes.

Est-ce que vous rencontrez des problèmes d'ordre public que vous attribuez plus spécialement aux jeunes?

Il faut reconnaître qu'il y a, dans certains quartiers de notre ville, des regroupements de jeunes qui posent des difficultés, en tout cas qu'on leur attribue. Il y a donc parfois un climat de méfiance qui s'installe à leur égard. Cela existe plus à certaines périodes de l'année que d'autres, quand on reste plus volontiers à l'extérieur. Il y a ce phénomène-là que l'on rencontre et qui suscite des réactions dans la population, chez les personnes plus âgées notamment. Au-delà de cela, on constate sur certains bâtiments publics des dégradations, des bris de glace; mais que faire? On a décidé d'installer des caméras, en annonçant leur présence, dans une logique de prévention et de dissuasion.

Votre population trouve-t-elle ces mesures suffisantes?

Nous avons, pour le moment, un bon équilibre. Cela change d'un individu à l'autre, de sa sensibilité. Certains considèrent que toute nuisance est inadmissible et qu'elle est toujours provoquée par les jeunes. Globalement, la situation est maîtrisée. Il faut aussi avoir toute une réflexion par rapport à l'éclairage, à la présence policière, etc.

Vous comprenez vos collègues qui instaurent des mesures beaucoup plus drastiques?

Je crois qu'il faut pouvoir analyser chacune des situations en fonction du contexte. Mais ce n'est pas par cette technique qu'on règle le problème. Ce n'est pas la meilleure voie. Il faut éviter la facilité.

Plusieurs organisations dénoncent des mesures anti-jeunes. Y a-t-il vraiment des craintes à avoir de ce côté-là?

Je comprends qu'ils attirent l'attention pour qu'il n'y ait pas de dérive. Mais pour les communes que je connais, en région liégeoise par exemple, je n'ai pas le sentiment qu'il y ait des problèmes en ce sens.

Entretien : J.-P. Du.

*"On constate sur certains bâtiments publics des dégradations. On a décidé d'installer des caméras, en annonçant leur présence, dans une logique de prévention et de dissuasion."*

Édito

## Fausse alerte

Annick Hovine

**A**lerte: les jeunes sont lâchés. Ils vont envahir les plages, les jardins publics, les parcs, les plaines de jeux, les centres récréatifs... Adieu la sieste au soleil, adieu le calme, la tranquillité, la sérénité. Et si l'alerte sonnait faux? Et si on se calmait? Et si on arrêtait d'inventer toutes sortes de trucs anti-ados qui leur font logiquement ressentir que la société les voit d'abord comme des perturbateurs, voire comme des nuisances? On a connu naguère le Mosquito, un émetteur à ultrasons spécialement conçu pour être insupportable aux jeunes oreilles. Une agence bancaire d'Aywaille en avait installé un sur sa façade pour écarter les jeunes qui tuaient le temps sur son trottoir. Des communes sont prêtes à ranimer les couvre-feux (mais quel feu?) en cas de grabuge. Et voilà que des patrouilles "VIP" ("very irritating police" ou "police très ennuyeuse") vont entrer en action sur les digues et les plages de la zone Nieupoort-Coxyde-La Panne, fière d'inaugurer un programme de harcèlement systématique de jeunes identifiés comme "traînant dans la rue", sans leur laisser le moindre répit, pour qu'ils comprennent bien qu'on ne tolérera ni rassemblements bruyants, ni graffiti, ni abus d'alcool, ni déchets, ni incivisme. Allez, on se calme, on respire. La police a évidemment le droit de sévir face à n'importe quel citoyen qui perturbe l'ordre public. Mais les communes ont déjà à leur disposition l'arsenal nécessaire pour intervenir. Pourquoi en rajouter avec des dispositifs disproportionnés qui stigmatisent systématiquement les jeunes et les assimilent indistinctement à de potentiels délinquants?

► La Commission jeunesse de la Ligue des droits de l'homme dénonce les mesures anti-jeunes.

► Qui prolifèrent souvent pendant les vacances...

**L**es examens sont finis, l'été est au balcon, les jeunes sont de sortie... Les jeunes? Aïe! C'est, en résumé, le raccourci souvent fait par les politiques qui prennent vite les devants pour éviter les "nuisances" que pourraient causer les adolescents en goguette dans l'espace public.

À la veille des vacances, la Commission jeunesse de la Ligue des droits de l'homme (LDH) s'en inquiète, à l'instar de nombreux services AMO (aide en milieu ouvert), de maisons de jeunes, d'universitaires (Dan Kaminsky, professeur à l'UCL; Els Dumortier, criminologue à la VUB; Philippe Mary, criminologue à l'ULB, Dominique De Fraene, directeur du Centre de recherches criminologiques de l'ULB...) et d'autres professionnels de l'aide à la jeunesse.

Ils dénoncent ainsi différentes mesures qui, sous l'apparence de maintien de l'ordre public et de sécurité des citoyens, intègrent des dispositifs menaçant les libertés du public qu'elles ciblent: les jeunes.

La Commission jeunesse pointe en particulier certaines mesures pour leur caractère attentatoire au respect de la vie privée, à la liberté de circulation, à l'accès à la culture et aux loisirs. Des exemples? Les couvre-feux et l'interdiction de regroupement de plus de deux ou trois personnes imposés aux jeunes dans un nombre croissant de communes; l'appel au repérage de la "radicalisation des jeunes" lancé par la ministre de l'Intérieur, Annie Turtelboom (Open VLD) en janvier dernier; le programme VIP ("Very irritating police" ou "police très ennuyeuse") de surveillance accrue des jeunes prévu sur la côte belge; les mesures récemment proposées par la même ministre Turtelboom pour interdire l'accès des parcs récréatifs à certaines catégories de jeunes...

"Cela fait longtemps qu'on est confrontés à des sorties policières et médiatiques qui visent les jeunes et les présentent essentiellement comme des perturbateurs. Il ne faut pas nier que

certains se rendent parfois coupables d'infractions ou d'incivilités, mais c'est disproportionné de les présenter uniquement comme auteurs de troubles dans l'espace public. C'est, en fait, la question de l'accès aux loisirs pour une tranche de la population qui est de plus en plus délaissée qui se trouve en jeu", commente Laurent Dumoulin. Psychologue dans un SPEP (service de prestations éducatives ou philanthropiques) et dans un planning familial à Tournai, c'est en tant que président de la Commission jeunesse de la Ligue des droits de l'homme qu'il s'exprime. "Ce sont forcément des adolescents de milieux plus défavorisés qui n'ont pas accès à des loisirs organisés qui se retrouvent dans la rue, faute d'autre chose."

La Commission jeunesse, qui craint une recrudescence des mesures "anti-jeunes" pendant les vacances scolaires, tire la sonnette d'alarme. Pendant les prochaines semaines, des enfants et des adolescents de tous âges vont "envahir" les jardins publics, les parcs de loisirs, les plages et autres lieux de détente publics. En groupe, voire en grappes, ils feront résonner ces lieux de leurs éclats: des rires, de la colère, du bruit, des insultes, des disputes, des démonstrations sonores d'amitié... Faut-il pour autant percevoir ces jeunes comme une menace à la quiétude des "adultes" et multiplier les moyens pour les cantonner dans leurs quartiers?, interroge la Commission jeunesse de la Ligue des droits de l'homme. Sans tomber dans l'angélisme, elle tient à attirer l'attention sur un point central: la systématisation des politiques de suspicion et de contrôle des jeunes dans l'espace public pose la question de la place qu'on veut bien leur accorder dans notre société.

Une société qui prône le jeunisme dans de nombreux domaines (performances intellectuelles ou physiques, mode, culture pop...) "mais qui peine à intégrer réellement les moins de 25 ans dans son espace public".

La tendance à considérer les adolescents comme une source de danger l'emporte régulièrement sur l'envie de considérer ces jeunes comme un facteur d'avenir.

Cet amalgame entre jeunesse et perturbations, adolescence et délinquance, est entretenu par les décisions prises au niveau politique, ajoute la commission jeunesse. D'où l'appel au monde politique mais aussi médiatique de ne pas véhiculer des clichés artificiellement insécurisants sur les ados. "Un jeune a le droit, au même titre qu'un adulte, de s'exprimer et de ne pas être jugé d'emblée".

An.H.

## COMMENT « TENIR SA CLASSE »

► Les enseignants du libre s'interrogent sur la crise de l'autorité à l'école.

**Q**uelque 750 professeurs de l'enseignement catholique se sont interrogés vendredi, à l'occasion de l'université d'été de l'UCL, sur la remise en question de l'autorité de l'enseignant et de l'éducateur, à la lumière d'interventions de spécialistes de l'ULB et de l'UCL (voir "La Libre" d'hier).

Les interrogations des enseignants réunis dans divers ateliers portaient entre autres sur la manière de "tenir sa classe" pour donner cours, sur un "choc des autorités" découlant des divers modèles culturels, sur la question du genre, le règlement et la sanction, etc. Loin d'accuser l'évolution de la société, leurs réponses se sont focalisées sur la formation initiale de l'enseignant, les formations continuées et l'accompagnement en cours de carrière, afin d'être mieux équipés pour renouveler leur modèle d'autorité.

Le sociologue Alain Eraly (ULB) et le psychologue et psychiatre Jean-Pierre Lebrun (UCL) ont, quant à eux, d'ailleurs incriminé l'évolution de la société,

la tant reguement à l'individualisme souverain. Le premier ne nie pas les abus d'autorité du passé, mais il défend cette dernière qui, lorsqu'elle est limitée, forme un rempart à la violence, garantit la justice, construit la personne et fonde l'action collective. "L'un des principaux facteurs de la crise contemporaine de l'autorité est la crise du collectif, cette incapacité des jeunes à se retrouver dans un 'nous' commun, notamment en raison de la diversité et de la fragmentation sociale", estime Alain Eraly.

M. Lebrun a pour sa part critiqué un discours social de "l'imédiateté", qui enferme le jeune dans un conflit entre sa satisfaction immédiate et complète et une satisfaction différée et limitée via l'apprentissage. "Les discours de la transparence, de l'urgence, de l'émotion, marchent à l'imédiat et soutiennent la compétition et le profit néolibéraux auxquels notre société est liée", a-t-il relevé.

Le malaise des enseignants, dont la crise d'autorité n'est qu'un aspect, est l'objet du "dialogue" entre syndicats et gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, lancé à la suite de l'échec de la dernière négociation sectorielle et de la manifestation enseignante de mai dernier. Portant sur l'encadrement et la taille des classes, les conditions de travail, statuts et carrières, ce dialogue reprendra à Bruxelles au début de la semaine prochaine. (Belga)

Olivier Mouton



**UNE ÉCOEURANTE STIGMATISATION DES HANDICAPÉS**

Une nouvelle fois, la N-VA montre son vrai visage. Celui d'un parti nationaliste – cela, c'est limpide dans ses statuts – mais aussi d'une formation politique qui pratique un populisme de droite à la frontière de ce qui est admissible dans une démocratie. Le point de départ de la nouvelle polémique ne vient pas du parti de Bart De Wever, pourtant. En marge d'une longue interview accordée à *Humo*, le commissaire européen Karel De Gucht – Open VLD – a eu cette phrase : « *Il y a trop de handicapés en Belgique.* »

Traduction : ceux-ci pèsent trop sur le budget de la sécurité sociale et ne travaillent pas assez. L'expression, pour le moins maladroite, a suscité une levée de boucliers des organisations de handicapés. Non qu'une réforme du secteur ne soit pas nécessaire : elle était d'ailleurs programmée... au moment où le VLD a fait chuter le gouvernement. Mais derrière ce parler vrai contestable, il y a la stigmatisation inacceptable d'une partie de la population. Stigmatiser ! L'occasion était trop belle pour la N-VA. Oui, Karel De Gucht a raison, lance son poisson pilote pour l'occasion, la sénatrice communautaire Helga Stevens. Mais il y a mieux, ajoute-t-elle : il y a 50 % de personnes ayant un handicap reconnu en Wallonie de plus qu'en Flandre. Le raisonnement suit, facile : l'accès à la sécurité sociale est trop laxiste du côté francophone. La Belgique était déjà le « ma-

lade de l'Europe » aux yeux de Bart De Wever. Les francophones des « junkies » vivant au crochet de l'Etat fédéral. Voilà maintenant une population cultivant en son sein le culte du handicap pour profiter. Et profiter encore... Faut-il dire que de telles accusations suscitent l'écœurement ? Qu'elles rappellent de sombres périodes de l'histoire ? Cette utilisation politique de personnes déjà meurtries dans leur chair, qui cherchent souvent une réinsertion qu'on leur refuse, dépasse les bornes de l'indécence. La N-VA a choisi les bancs de l'opposition et saisira toute occasion bonne à prendre pour que l'on parle d'elle. Au prix de toutes les outrances. La place des personnes handicapées dans la société est un vrai enjeu. On attend des politiques qu'ils contribuent à améliorer leur sort, pas qu'ils les démolissent de la sorte. Cette grandeur-là, la N-VA ne l'aura jamais.

**TROP DE HANDICAPÉS. TROP DE HANDICAPÉS WALLONS**

Enchaînement périlleux. D'abord Karel De Gucht, VLD. Ensuite Helga Stevens, N-VA. Dans l'ordre...

Mardi, dans l'hebdomadaire flamand *Humo*, Karel De Gucht, commissaire européen, livre une interview grand angle : Europe, situation politique, sujets collatéraux. Il déclare notamment : « *Il y a trop de handicapés en Belgique.* » Explication : « *Il y a beaucoup de gens qui reçoivent une allocation de handicap alors qu'ils pourraient aller travailler.* »

Les propos soulèvent aussitôt l'indignation de l'association flamande des handicapés : « *C'est une insulte pour toute personne handicapée* » (...). « *Il est illusoire de croire qu'on est si facilement reconnu comme handicapé*, déclare sa présidente, Ingrid Borré. *Les conditions pour*



DE GUCHT (VLD) ET HELGA STEVENS (N-VA), auteurs des déclarations controversées. Provocation ? © D.R.

bénéficier des allocations sont de plus en plus sévères. »

Côté francophone, le secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé de la personne handicapée, Jean-Marc Delizée (PS), ré-

agit. Il rappelle qu'une réforme touchant à l'attribution des allocations était prévue par le gouvernement fédéral. « *Non pas en raison des dysfonctionnements constatés mais pour moderniser*

le système. » Malheureusement, dit-il, la réforme est restée dans les cartons, car « *l'Open VLD s'est retiré du gouvernement* », faisant chuter Letermé II. VLD : le parti de De Gucht.

Quant aux allocations de remplacement de revenus attribuées aux handicapés, sont-elles trop élevées, trop généreuses ? Non. Mais le système constitue un vrai piège à l'emploi, dénoncé fréquemment par les associations qui revendiquent un meilleur accès au marché du travail pour les handicapés. Leur taux d'emploi est d'ailleurs un des plus bas d'Europe. « *Karel De Gucht ferait mieux de proposer des alternatives* », ponctue l'association flamande des handicapés.

Le problème ne se situe pas seulement dans le « système » des allocations. Les aménage-

ments permettant aux handicapés d'avoir accès aux entreprises et aux ministères restent très timides. Le gouvernement fédéral avait prévu d'atteindre un quota de 3 % de personnes handicapées dans la fonction publique pour 2010. On en est à 1,28 %.

Voilà pour De Gucht. Qui allu-

A la N-VA, on refait un peu le coup des « junkies » wallons accros à la sécu... Une image employée jadis par De Wever

me la mèche. C'est la N-VA qui mettra le feu.

Mercredi, en effet, on pouvait lire sur le site du parti nationaliste flamand : « *Les propos de De Gucht ont été traduits grossièrement, mais ils ne sont pas totalement faux. Qu'en Wallonie, l'on trouve beaucoup plus vite qu'ail-*

leurs le chemin de la sécurité sociale, c'est un fait objectif. Donc, nous devons user nous mêmes si nous voulons conserver notre système pour l'avenir. » Un commentaire signé Helga Stevens, sénatrice de Communauté, et handicapée, avec chiffres à l'appui. Et barrés de ce titre, toujours sur le site N-VA : « *Sur le fond, De Gucht a raison : il y a 50 % de handicapés de plus en Wallonie qu'en Flandre.* »

Autrement dit, la N-VA « communautarise » le sujet déjà très controversé lancé par De Gucht, et refait un peu le coup des « junkies » wallons accros à la Sécu, l'image employée jadis par Bart De Wever. Toujours la même musique et ses fausses notes. ■

D. Ci et M. Vdm.

► P.2 L'ÉDITO

## LES PERSONNES HANDICAPEES OU QUAND AMALGAME RIME AVEC RAMDAM

**Bruxelles, le 25 août 2011. La presse a fait écho ces derniers jours des déclarations controversées de Karel De Gucht (VLD) et Helga Stevens (NVA) concernant les allocations aux personnes handicapées. Altéo et la Mutualité Chrétienne ont réagi vivement à ces propos.**

Pour Altéo, mouvement social de personnes malades, valides et handicapées et la Mutualité chrétienne (MC), le discours qui stigmatise une partie du public des personnes handicapées en les qualifiant de « profiteurs du système » est inacceptable. Par ailleurs, Altéo dénonce une vision tronquée du système complexe des allocations aux personnes handicapées ainsi que des amalgames.

Les dernières déclarations lues dans la presse dénotent d'un intérêt soudain de certaines formations politiques pour les personnes handicapées, constate Altéo. Par ailleurs, l'association souhaite pointer plusieurs approximations et amalgames honteux qui ont émaillé ces déclarations.

En ce qui concerne le nombre de bénéficiaires, la NVA mentionne sur son site Internet que « selon les chiffres d'allocations, il ressort qu'en Wallonie, il y a 50 % de personnes avec un handicap de plus qu'en Flandre : 76.129 personnes en Flandre (2,04 % de la population), 15.404 à Bruxelles (2,36 %) et 66.769 en Wallonie (3,22 %). Qu'on dépende plus en Wallonie de la Sécu sociale qu'ailleurs est devenu un fait objectif. Il faut donc s'interroger sur la poursuite du système actuel ».

Pour David Lefèbre, secrétaire politique d'Altéo, les chiffres cités posent question au moins à deux égards. D'une part, ils ne définissent pas clairement si l'on parle de toute la population de la région ou seulement de certaines catégories d'âge. D'autre part, ils occultent un pan important du régime des allocations, à savoir l'Aide aux personnes âgées (APA) qui intervient au-delà de 65 ans. « Si l'on fait le même exercice que la NVA pour l'APA, on constatera une tendance opposée à celle décrite pour les allocations aux personnes handicapées », explique David Lefèbre. « Et si l'on additionne l'ensemble des allocations aux personnes handicapées et des aides aux personnes âgées au regard de la population de

chaque Région, on observe de très faibles différences entre régions : Flandre (2,81 %), Région Wallonne (3%), Bruxelles (2,03%) ».

Pour Altéo, la question est donc complexe et, derrière les chiffres, se cachent des réalités sociologiques différentes qu'il ne faut pas négliger au travers de déclarations à l'emporte-pièce. Une recherche de la Politique scientifique fédérale intitulée HandiLab est d'ailleurs actuellement en cours pour objectiver au mieux ce champ des allocations aux personnes handicapées en regard des besoins à couvrir. Si une réforme d'un système ancien et complexe est attendue par le secteur, elle ne peut se faire sur la base de préjugés et de caricatures, conclut Altéo.

Bien qu'elle ne soit pas en faveur d'une communautarisation du système des allocations, l'association espère également que les négociations en cours, dont un chapitre concerne ces allocations, pourront se faire dans un esprit plus respectueux et plus en phase avec la réalité que cela n'a été le cas ces derniers jours.

### Plus d'infos :

*David Lefèbre, secrétaire politique d'Altéo, 02/246.42.23 david.lefebvre[at]mc.be*



ADITAL 22-08-2011

## LORSQUE LE PAPE SE PREND POUR JÉSUS EN PARDONNANT LES AVORTEMENTS... À MADRID

"Deux poids deux mesures : l'avortement pardonné à Madrid", par Ivone Gebara écrivain, philosophe et théologienne, article paru dans Adital du 22 août 2011, et traduit en français

C'est avec beaucoup d'angoisse que beaucoup de femmes catholiques liront l'information publiée dans différents journaux cette fin de semaine, information selon laquelle l'archidiocèse de Madrid avec l'approbation papale a donné le pouvoir de pardonner avec indulgence plénière aux femmes qui, à l'occasion de la visite du pape, confesseront avoir avorté. L'impression que nous avons éprouvée est que le pape, le Vatican et certains évêques s'amusaient à des jeux de mauvais goût avec les femmes. Nous ne savons pas dans quel monde ces hommes vivent, qui ils pensent être et qui ils pensent que nous sommes !

Premièrement, ils accordent le pardon à qui peut voyager pour assister à la Messe du pape et passer par le « confessionnodycrome » ou par l'ensemble des deux cents confessionnaux blancs installés sur la grande place publique de Madrid appelée « Parc de la retraite ». Le pardon de ce « péché » a un lieu, un jour et une heure fixés. Il en coûte seulement un voyage à Madrid pour se trouver face au pape ! Qui reculerait devant cet effort pour un si grand privilège ? Il suffit d'avoir l'argent pour le voyage et pour payer le séjour dans un hôtel de Madrid et le pardon sera obtenu. C'est pourquoi nous demandons : quelles alliances la pratique du pardon dans l'Eglise a-t-elle avec le capitalisme actuel ? Comment peut-on vivre un tel réductionnisme théologique et existentiel ? Qui retire un bénéfice de ce comportement ?

Deuxièmement, il est étrange d'affirmer que le pardon de ce « crime abominable » comme ils l'appellent est accordé seulement à l'occasion de la visite du pape afin qu'en cette même occasion, les fidèles pécheresses obtiennent « les fruits de la grâce divine » en confessant leur péché. Comment peut-on comprendre qu'une faute est pardonnée seulement quand l'autorité suprême est présente ? N'est-on pas en train de renforcer l'antique et décadent modèle impérial de la papauté ? Quant l'empereur est présent, tout est possible y compris l'expression de la contradiction à l'intérieur de son propre système pénal.

Je ne veux pas rappeler dans une réflexion brève comme celle-ci les arguments que beaucoup d'entre nous, femmes sensibles à nos propres douleurs avons répétés au long de beaucoup d'années. Mais cet événement papal madrilène montre malheureusement une fois de plus un aspect encore bien vivant au Vatican, à savoir l'aspect des querelles médiévales dans lesquelles des questions absolument sans intérêt pour la vie humaine étaient discutées. Plus encore, il fait la preuve de sa méconnaissance des souffrances des femmes, de sa méconnaissance des drames que les situations de violence provoquent dans nos corps et nos cœurs. En concédant le pardon au « crime » d'avortement comme ils l'appellent toujours, ils montrent, à leur manière élitiste, le visage ambigu d'une institution religieuse capable de céder à l'appareil triomphaliste quand sa crédibilité est en jeu. Ils peuvent bénir des troupes qui vont tuer des innocents, envoyer des prêtres comme aumôniers militaires dans des guerres toujours sales, faire des déclarations publiques en faveur de l'institution en condamnant les femmes pauvres et opprimées, ouvrir des exceptions à la règle de leurs comportements pour attirer des jeunes (qui sont) étrangers aux grands problèmes de monde dans le troupeau du pape. La liste des us et coutumes « transgresseurs » de leurs propres lois est énorme...

Pourquoi réduire la vie chrétienne au pain et au cirque ? Pourquoi donner un spectacle de magnanimité au milieu de la corruption des coutumes ? Pourquoi créer l'illusion du pardon alors que le quotidien des femmes est plein de persécutions et d'interdictions de leurs choix et capacités ?

Nous sommes invité/e/s à réfléchir à l'aspect néfaste de la position du pape et des évêques qui le soutiennent. Le pape n'a pas accordé pardon et indulgence totale et entière « ubi et ubi » c'est-à-dire à toutes les femmes qui ont avorté mais seulement à celles qui se sont confessées à ce moment précis et à l'occasion de la visite du pape en Espagne. N'est-ce pas une fois de plus utiliser les consciences, en particulier celles des femmes à des fins d'expansionnisme de leur modèle pervers de bonté ? N'est-ce pas une fois de plus ouvrir des concessions en obéissant à une logique autoritaire qui veut restaurer les antiques privilèges de l'Eglise dans quelques pays européens ? N'est-ce pas une façon d'acheter les femmes en les humiliant devant la soi-disant magnanimité des hiérarques ?

Les autorités constituées dans l'Eglise catholique et dans d'autres Eglises sont-elles encore chrétiennes ? Suivent-elles encore les valeurs éthiques humanistes qui exigent le respect de toutes les vies et spécialement de la vie des femmes ?

Je crois qu'une fois de plus, nous sommes convoqué/e/s à exprimer publiquement notre sentiment de rejet devant l'utilisation de la vie de tant de femmes comme prétexte de la magnanimité du cœur du pape. Nous sommes convoqué/e/s à être le corps visible de nos croyances et de nos choix.

En faisant cela, nous ne sommes meilleurs que personne. Nous sommes tous/tes pécheurs et pécheresses capables de nous frapper mutuellement, capables d'hypocrisie et de mensonge, de cruauté et de cruauté raffinée. Mais nous sommes aussi capables de partager notre pain, d'accueillir celle qui est abandonnée, de vêtir celui qui est nu, de visiter le prisonnier, de traiter Hérode de renard. Nous sommes ce mélange, expression de notre moi, de nos dieux, des épines dans notre chair qui nous invitent et nous convoquent à vivre au-delà des façades derrière lesquelles nous aimons nous

cachez.

Ndlr - Nous remercions Philippe de Briey (Belgique) de nous avoir transmis la traduction en français de cet article

